10e année. — N° 182. — 10 Septembre 1934. Prix : 2 francs.

La Révolution prolétarienne

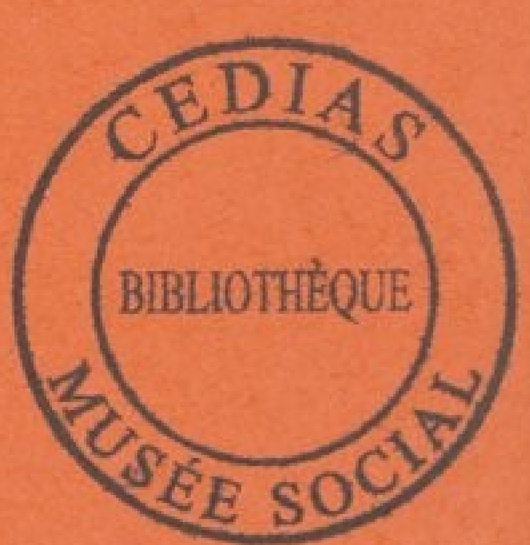
Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

L'ÉVOLUTION D'UNE CORPORATION

L'habillement parisien

par LAGRANGE



Derniers échos des Congrès de l'Enseignement

BARRUÉ - BALLEREAU - HAGNAUER

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X[e])

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHARBIT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X[e])

Celle relative à l'administration à *BARAT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (x[e])

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La contradiction fondamentale du capitalisme français : Paul Reynaud et Germain Martin.

La lutte sourde, sans grands éclats, mais d'autant plus sérieuse que se livrent, depuis le discours inflationniste de Paul Reynaud, deux grandes fractions de la bourgeoisie, met une fois de plus en relief la contradiction fondamentale dans laquelle se débat actuellement la bourgeoisie française : la contradiction entre ses intérêts de classe, ses intérêts profonds, ses intérêts sociaux, et ses intérêts économiques, ses intérêts immédiats.

Les deux aspects sous lesquels se présente cette contradiction sont actuellement ceux-ci : 1° maintien du franc à son actuelle parité ? ou bien dépréciation monétaire, inflation ? 2° maintien à l'intérieur de la France de prix élevés, notamment pour les produits agricoles et les prix de détail ? ou bien avilissement des prix français au niveau des prix mondiaux ?

L'inflation tuerait le crédit

L'abaissement de la valeur du franc, c'est évidemment l'intérêt économique, l'intérêt immédiat du capitalisme français ; par l'allègement de leurs dettes et la prime à l'exportation que cet abaissement entraînerait, les profits des industriels se trouveraient accrus. Donc, déprécions le franc, dit Paul Reynaud, défenseur des intérêts immédiats du capitalisme.

Mais — rétorque Germain Martin, défenseur des intérêts de classe du capitalisme, cette diminution de la valeur du franc n'apportera aux industriels qu'un soulagement momentané, et pour ce soulagement momentané, vous allez détruire une pièce essentielle de la machine capitaliste. La dévaluation du franc diminuera bien, en effet, la charge des dettes, mais à quoi cela servira-t-il, si demain on ne peut plus emprunter ? Un des outils essentiels du capitalisme est le « crédit », c'est-à-dire l'opération par laquelle les rentiers et tous les épargnants, de toutes grandeurs et de toutes conditions, apportent leurs économies aux hommes d'affaires et aux capitaines d'industrie, qui en font masse, et créent avec elles de nouvelles entreprises dans lesquelles travailleront pour un nouvel enrichissement de la bourgeoisie de nouveaux prolétaires.

Or, si en diminuant à tout bout de champ la valeur de l'unité monétaire, on réduit par cela même constamment la valeur tant des sommes servies comme intérêts, que de celles qu'on doit rembourser, personne bientôt ne voudra plus prêter. La « thésaurisation » ne sera plus seulement un fait accidentel, spécial aux époques de crises, elle deviendra un phénomène chronique. La dépréciation du franc, malgré la diminution des charges qu'elle apporterait au capitalisme producteur, serait donc, en définitive, dangereuse pour lui, car elle supprimerait ses possibilités d'expansion. Continuons donc, disent ceux qui parlent par la voix de Germain Martin, à payer à plein tarif ce que nous avons emprunté, quoi qu'il puisse nous en coûter, afin de pouvoir emprunter encore.

La déflation tuerait les « remparts de l'ordre »

Parfait, dit alors Paul Reynaud. Peut-être avez-vous raison ; ne faisons donc pas d'inflation ; mais alors faites de la déflation ! *cette « déflation des prix » que vous nous annoncez dans chacun de vos discours, mais à laquelle chacun de vos* actes *est destiné à s'opposer.*

Et, en effet, si le blé vaut en France 100 *francs et plus, ce même blé pour lequel on trouve difficilement preneur à* 20 *francs à l'étranger, et s'il en est de même pour presque toutes les marchandises, dont le prix en France est le quadruple, le quintuple, le décuple même parfois du prix mondial, cela n'est pas dû à des phénomènes économiques, mais exclusivement à des mesures d'état. L'état a, pour le blé, fixé un prix minimum ; pour les autres produits il a, au moyen des « contingentements », supprimé toute concurrence des produits étrangers, si bien que les producteurs français peuvent vendre en France à de véritables prix de monopoles.*

Ceci pour les prix de gros.

Quant aux prix de détail, s'ils sont si élevés, n'est-ce pas que, d'une part, on a laissé établir, contrairement au principe de la liberté du commerce, le système du « prix imposé » qui supprime en fait la concurrence entre les détaillants, et que, d'autre part, chaque fois que la concentration des entreprises permet d'instituer une organisation plus économique de la vente, on pénalise au moyen d'impôts spéciaux, ces grandes entreprises, coupables de vendre trop bon marché ?

Il vous est donc loisible, dit Paul Reynaud, de faire la déflation des prix, dès que vous le voudrez. Vous n'avez qu'à abroger toutes les mesures que vous avez prises pour maintenir les prix élevés, et aussitôt les prix français redescendront au niveau des prix mondiaux, ce qui permettra à l'industrie française de pouvoir à nouveau concurrencer l'industrie étrangère.

Exact ! répond l'autre camp. Mais — et c'est là tout le tragique de notre situation — nous ne pouvons pas plus faire la déflation que l'inflation, parce que la déflation, tout comme l'inflation, nous amènerait une catastrophe sociale, pire encore que celle qu'entraînerait l'inflation : l'inflation nous supprimerait le crédit ; la déflation nous amènerait la révolution ! La baisse des prix agricoles, la diminution des prix de détail nous seraient, certes, des choses fort utiles, puisqu'en abaissant le coût de la vie, elles nous permettraient de réduire d'autant les salaires, mais, en l'état actuel des choses, elles signifieraient la disparition du paysan et du petit commerçant français. Or, s'il est bien vrai qu'économiquement le paysan et le petit commerçant ne nous sont pas utiles, socialement ils nous sont indispensables, car seuls ils peuvent nous protéger contre le prolétariat. Du fait qu'ils sont propriétaires, *paysans*

et boutiquiers font corps avec notre système social, et seront donc toujours prêts à le défendre contre le non-propriétaire : le prolétaire. Impossible donc de les sacrifier, puisque, sans eux, il ne nous resterait plus personne pour nous défendre.

A quoi finalement se résoudront-ils ?

De ces deux groupes, dont Germain Martin et Paul Reynaud sont respectivement les porte-paroles, qui l'emportera ?

D'un des côtés, du côté des intérêts profonds de classe primant l'intérêt économique momentané, se trouve la vieille garde du grand capitalisme, solidement unie, semble-t-il, encore, pour l'instant : Banque de France, Comité des Forges, et même Banque de Paris.

De l'autre, du côté des intérêts immédiats, c'est un capitalisme de deuxième zone : grand commerce et moyenne industrie. Celui-ci est plus talonné que les magnats par les difficultés quotidiennes et professionnellement habitué à regarder moins loin.

Il est possible, cependant, que ce soit ce dernier qui l'emporte. Car, plus la crise continuera, plus surtout s'accentuera le contraste entre l'activité renaissante des pays « inflationnistes » et la persistance du marasme français, et plus se fera forte la pression des intérêts immédiats contre les intérêts de classe. La résistance de la vieille garde devra fléchir ; elle fléchit déjà !

Si elle fléchit, dans quel sens s'infléchira-t-elle ? Vers l' « inflation » ou vers la « déflation » ? Vers la baisse du franc, ou vers la baisse des prix ?

La réponse est facile à déduire de ce que nous avons dit plus haut. Le capitalisme français préférera sans aucun doute s'orienter vers l'inflation, qui ne risque que de lui supprimer le crédit, plutôt que vers la déflation, qui lui supprimerait ses derniers défenseurs. Mieux vaut vivre d'une vie ralentie que de ne plus vivre du tout.

Vers la généralisation des luttes ouvrières

Pendant que la bourgeoisie française est ainsi divisée, la classe ouvrière des pays où le coup de fouet de la dépréciation monétaire a commencé à raviver l'économie, reprend la lutte pour l'amélioration de ses conditions de travail.

On se rappelle qu'au début de la baisse du dollar et du boom des affaires qui l'accompagna, la classe ouvrière américaine se lança dans une formidable vague de grèves, qui, je crois bien, était sans précédents. Avec l'été, l'activité économique américaine s'est sensiblement ralentie, mais les grèves ont continué.

En Angleterre, où la reprise économique se produit plus lentement, plus lentement aussi se produit la reprise de l'activité ouvrière. Cependant, les mineurs du Pays de Galles, à l'avant-garde comme toujours, viennent d'envoyer leur préavis de grève.

Mais ce qu'il y a sans doute de plus symptomatique à l'heure actuelle dans ces deux pays, c'est le caractère social que, par la force des choses, le mouvement ouvrier est en train d'y prendre. Dans ces pays anglo-saxons, où le corporativisme est traditionnel, où chaque syndicat ne se préoccupe guère que de défendre les intérêts de ses propres membres, sans s'inquiéter de ce qui se passe chez les camarades d'à côté, un changement caractéristique est à signaler. Aux Etats-Unis, ce fut la grève générale *de San Francisco, grève de toute une ville, par solidarité pour une corporation ; première grève générale, sauf erreur, qui a lieu en Amérique depuis que l' American Federation of Labor y règne. En Angleterre, c'est la déclaration sensationnelle du président du Congrès des Trade-Unions, à l'ouverture du présent Congrès, recommandant la « présentation simultanée aux employeurs de toutes les branches de l'industrie » de revendications sur les salaires et les heures de travail.*

On va donc vers une généralisation des luttes; or, qui dit lutte générale, dit lutte qui devient sociale.

Marchandages

Et le marchandage continue au sujet du prix du rachat de l'Est-Chinois. C'est tout le petit jeu diplomatique habituel des intimidations et contre-intimidations. On fait le matamore : je ne donnerai pas un sou de plus, et, au besoin, j'emploierai la force ; eh bien ! employez-la ! fait l'autre, je n'ai pas peur. Puis, après quelques passes de ce genre, chacun lâchera un peu jusqu'à ce que, finalement, on tombe d'accord.

Car ce n'est plus que de cela qu'il s'agit en Mandchourie, et non plus d'une lutte pour la domination du pays. La question de la domination sur la Mandchourie est, en effet, maintenant résolue : résolue au bénéfice du Japon. La lutte des deux grands empires asiatiques qui avait commencé au début de ce siècle pour la conquête du pays qui va des rives de l'Amour aux portes de Pékin, a eu son dénouement le jour où le Japon s'étant décidé à envahir la Mandchourie du Nord, a trouvé, pour ce faire, l'aide la plus empressée de la part de l'U.R.S.S. — celle-ci mettant son chemin de fer de l'Est-Chinois à la disposition des troupes japonaises pour leurs transports d'hommes et de munitions, et le refusant, en même temps, aux troupes chinoises. Ce jour-là, l'U.R.S.S. a montré clairement à tous ceux qui veulent bien ne pas se refuser à voir, que les temps étaient finis où la Révolution se dressait contre l'impérialisme pour la défense des peuples opprimés : l'U.R.S.S. était devenue la complice de l'impérialisme. Mais elle montrait en même temps qu'elle ne se sentait pas de force à disputer désormais au Japon la possession de la Mandchourie. Il ne peut donc plus s'agir pour elle que de retirer le plus de profit possible de ses « droits » sur l'artère maîtresse du pays, et aussi de ses complaisances à l'égard de l'envahisseur. C'est le marché qui est en train de se poursuivre, et pas loin peut-être de s'achever.

R. L.

Du tout récent rapport de Richberg, le conseiller de Roosevelt, sur les bienfaits de la N.R.A., cet aveu :

DE JUIN 1933 à JUIN 1934
LES SALAIRES ONT AUGMENTÉ DE 8,50 %
MAIS LE COUT DE LA VIE A MONTÉ DE 9,60 %.

L'évolution d'une corporation

L'habillement parisien

Une corporation dont on parle peu, et qui, pourtant, joue un rôle essentiel dans la vie économique, c'est l'habillement.

A la fin de la guerre, l'organisation syndicale y était très vivante. Le syndicat de l'habillement était un de ceux qui occupait à la Bourse du Travail de Paris une place des plus en vue.

Les réunions étaient animées, — car il y avait une pléiade de militants qui suivaient attentivement le mouvement et leurs interventions à la tribune de la salle Ferrer passionnaient les camarades syndiqués de l'époque.

Ah ! certes, ça criait fort ; et plus d'une fois les gardiens de la Bourse furent attirés par le tumulte. Mais le vacarme restait empreint de camaraderie et les discussions les plus orageuses se terminaient en trinquant à la buvette de l'annexe.

Le syndicat était alors le prolongement fidèle de l'atelier ; ce qu'il aurait dû toujours être afin que le monde ouvrier s'y trouvât dans son propre milieu.

Mais cela s'appelait des préjugés « anarcho-syndicalistes ». Il fallait russifier cela, faire du syndicat une organisation slave, et le résultat en fut que le syndicat est maintenant réduit à sa plus simple expression, sans force devant le patronat.

Devant cet amas de ruines, si une chose peut nous consoler, c'est que nous n'y sommes pour rien, car jamais les cellulards ne purent nous faire admettre leurs expériences de Robert Houdin. Nous ne voulions point que les syndicats soient des cobayes à l'usage du laboratoire du 120 de la Rue Lafayette.

Mais laissons cela et examinons en quoi consiste la corporation de l'habillement.

De la Gare de l'Est aux Champs-Elysées

Des vêtements, ce n'est pas cela qui manque ; vous en avez actuellement pour tous les goûts et surtout pour toutes les bourses.

Chaque matin, une société anonyme qui a pour raison sociale *Paris-Roubaix*, fait distribuer des prospectus aux environs de la gare de l'Est, où il est mentionné qu'à raison de 280 frs vous avez un complet sur mesure en « *pure laine* », avec deux essayages.

Ce fait n'est pas unique. A tous les coins de rues, il s'est monté des quantités de « Gaston's », de « Michel's », de « Louis », qui, pour le même prix, se chargent, eux aussi, de vous fournir de pareils complets prétendus « *pure laine* ». Certains ont même baissé à 275, voire même 270 frs, espérant tomber le rival.

Mais le record fut atteint par un nommé Gaston, situé vers la Porte Saint-Martin qui, pour le prix de 400 frs, vous faisait, en outre, cadeau d'un pardessus, d'une valeur équivalente. Ce qui nous fait songer à une boutade parue il y a treize ans dans le *Canard Enchaîné*. Un commerçant vendait des chaussures dans des conditions telles, qu'il n'avait pas à redouter la concurrence ; mais voici qu'à sa grande surprise, un beau jour, un confrère s'établit en face avec des « chiffres » inférieurs aux siens ; espérant avoir le dessus, il baissa sa « camelote » ; mais le second baissait à son tour jusqu'au jour où le premier se décide à dire à son confrère : « Comment pouvez-vous vendre vos chaussures à un prix si bas ? moi, cependant, je « vole » le cuir » ; et l'autre de répondre : « Moi, je vole les chaussures. »

Nous ne voulons pas dire par là qu'il en est ainsi chez ces « tailleurs » ; loin de nous cette pensée ! mais il y a là un coup de chiqué que nous tâcherons d'éclaircir par la suite.

Continuons notre inspection. Sur les Boulevards, de nombreux magasins, à des prix sensiblement plus élevés. En tête, la maison *Alba*, qui paraît damer le pion à tous les autres ; un peu plus bas, c'est *Coutard*, naguère le roi des Boulevards, maintenant sérieusement ébranlé par la concurrence d'Alba ; pour relever son prestige, il expose à sa devanture des mannequins couverts de vêtements inachevés, sur lesquels de minuscules rangées de points blancs alignés au compas, ce qui ne manque pas de donner le sourire aux apiéceurs qui confectionnent des vestons à 50 fr. de façon.

Poursuivant notre chemin, nous arrivons place Vendôme, rue Royale, boulevard Haussmann, avenue des Champs-Elysées. Ici, nous sommes en présence des O. Rossen, Krieg, Brémann, Voisin, Carette, etc..; c'est la branche du vêtement qui s'intitule « *les grands tailleurs* ». Pour être habillé dans une de ces boîtes, le client doit y aller de plusieurs billets de mille.

Enfin, il faut ajouter les grands magasins, comme la Samaritaine, les Galeries Lafayette, la Belle-Jardinière, etc., dont les prix varient considérablement.

Pour la clarté de notre exposé, nous laisserons, pour une seconde partie, les grands magasins, qui relèvent de la grande industrie ; nous parlerons d'abord des tailleurs proprement dits, les tailleurs « de mesure », c'est-à-dire des exploiteurs que nous pouvons approcher de près.

PREMIÈRE PARTIE

Les tailleurs de mesure

Le patronat

Les tailleurs de mesure sont de deux sortes : les « *grands tailleurs* », et les « *artisans* », ce qui s'appelle dans le langage ouvrier : « *les grands singes* » et les « *petits grêles* ».

Les grands singes

Ces « grands tailleurs » qui sont-ils ? La presque totalité en est composée d'anciens ouvriers qui ont grandi dans l'odeur de la « patte-mouille » et qui ignorent tout des questions sociales.

Beaucoup ont le cerveau atrophié par la recherche du problème insoluble de « l'esthétique », problème aussi ardu que celui de la quatrième dimension

Ils sont convaincus que s'ils occupent ce rang social « élevé » dans la société actuelle, ils ne le doivent qu'à leur « talent » et à leurs capacités professionnelles ; ils n'hésitent pas à se proclamer « *fils de leurs œuvres* ».

C'est ce qui explique que la plupart possèdent une mentalité féroce à l'égard des ouvriers. C'est ce qui explique l'acharnement qu'ils mirent à ne jamais vouloir reconnaître l'organisation ouvrière. C'est ce qui ne les fit céder aux revendications que le couteau sous la gorge, avec l'intention bien arrêtée de violer leurs engagements à la première occasion. En ce moment, un certain nombre d'entre eux en sont déjà à la troisième diminution de salaire.

Dans leur routine, ils n'ont jamais rien compris au développement industriel ; persuadés que la confection ne pourrait jamais rivaliser avec eux.

Cependant la crise a flanqué de rudes coups à quelques-uns des « grands singes » ; mais pour eux, la crise n'est qu'un manque de confiance et, seul, un Mussolini quelconque pourrait la résoudre.

Il y a quelques années, une question parut particulièrement les préoccuper : la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Pourquoi cette main d'œuvre faisait-elle défaut ? C'est ce que nous verrons plus loin. Indiquons seulement que pour y remédier ils ont trouvé deux solutions : la main d'œuvre étrangère et la création d'une école d'apprentissage.

C'est par wagons, qu'en bons patriotes, ils ont fait venir des ouvriers de Roumanie et de Pologne ; ceux-ci n'étaient embarqués qu'après une enquête minutieuse sur leur passé ; et après avoir donné toutes les garanties qu'une fois en France, ils ne seraient pas des éléments de « perturbation ». C'est la raison pour laquelle cette main d'œuvre a causé de si graves préjudices au mouvement ouvrier.

L'autre solution, l'apprentissage, est un non sens. Dans leur école professionnelle, les patrons enseignent aux enfants les coutures à la main ; c'est ainsi que l'on espère rénover le bon tailleur.

Au moment où tout se spécialise de plus en plus, une idée comme celle-là est absurde et n'aboutira qu'à faire perdre des années à un certain nombre de jeunes gens. Car, même si ceux-ci sortaient de l'école avec les grandes connaissances des ouvriers d'autrefois, ces connaissances leur seraient inutiles à notre époque.

L'organisation des grands « singes » englobait tous ceux qui, avant la crise, vendaient leurs complets au moins 1.000 frs. Car, pour eux, « les torchons ne devaient pas se mélanger avec les serviettes ».

Pendant plusieurs années, il y eut ainsi entre eux et les petits patrons, une cloison étanche; mais depuis, ce point de vue a dû être revisé, car nous voyons dans leurs journaux que la fusion est presque réalisée.

Les petits grêles

C'est en 1923, au moment où les ouvriers étaient en grève que se fonda le groupement des patrons moyens qui s'intitula *Union philanthropique des Maîtres-tailleurs.*

Dès le début, ceux-ci déclarèrent que leur organisation n'était en rien dirigée contre les revendications ouvrières ; au contraire, elle les soutiendrait ; on les vit même venir dans nos réunions pour intervenir en faveur des grévistes.

Mais, depuis, changement de décor. Les petits grêles se sont montrés aussi féroces ennemis du prolétariat de l'habillement, que leurs grands confrères. Pas un n'applique les lois sociales ; malgré l'actuelle période de chômage, il n'est pas rare de les voir imposer des soixante et soixante-dix heures par semaine à leur personnel.

En plus, et ce n'est pas moindre, ce qu'ils appellent leurs « ateliers », ne sont que des taudis infects, ou des sous-sols malsains, où les prolétaires travaillent dans des conditions d'où l'hygiène est totalement absente. Comme leurs grands confrères, ils sont toujours disposés à des diminutions de salaire car, pour eux, la crise ne pourra se résoudre qu'en imposant tous les sacrifices au prolétariat.

Les vêtements à 280 fr. ont mis la pagaille dans le milieu ; il pourrait bien se faire que quelques-uns en soient réduits prochainement à mettre la clef sous la porte.

Voilà pour le patronat ; maintenant, nous allons voir les ouvriers.

Les travailleurs

Soit chez les grands singes, soit chez les petits grêles, trois catégories de travailleurs sont occupés ; ce sont :

Les coupeurs,
Les apiéceurs,
Les pompiers.

Les coupeurs

Au premier rang, Messieurs les coupeurs !

Théoriquement, les coupeurs sont des salariés, puisqu'ils « mettent » ou « louent » leur « science technique » ou leurs « capacités », au service du patronat qui les rétribue en conséquence.

Mais dans la pratique, ils ne peuvent être considérés comme tels, car de par le rôle qu'ils jouent, et par les tâches multiples qu'ils assument, ils sont, en fait, des associés du patronat. En plus des questions techniques, ils sont chargés, en effet, des rapports matériels et financiers avec les autres catégories d'ouvriers de la corporation.

Aussi, ont-ils des appointements qui ne ressemblent en rien à ceux des apiéceurs et des pompiers. Les chiffres varient selon les maisons, mais un coupeur, une fois en pied, n'a pas moins de 2.000 fr. par mois ; si c'est un « premier », alors ça monte : quarante, cinquante billets ; on cite le cas des « premiers » de chez Krieg, O. Rossen et Lanvin, qui ont jusqu'à 100.000 fr. par an.

Ces chiffres astronomiques s'expliquent du fait de certaines expériences que purent faire à leurs dépens, un grand nombre de patrons. Quand un coupeur avait passé plusieurs années dans une maison et qu'il se sentait un peu de « pèze » à gauche, alors il partait s'établir, en soulevant une partie de la clientèle de son employeur. Cela arriva tant de fois que, pour l'éviter, le patronat fit des coupeurs ses associés, ayant leur part de responsabilité à tous les points de vue.

Les coupeurs constituent donc, en quelque sorte, une aristocratie chez les travailleurs de l'habillement ; pour cette raison, ils sont nos plus mortels ennemis. Ce sont eux qui font l'impossible pour torpiller nos revendications ; lors des grèves, ils n'hésitent pas, le cas échéant, à supplanter les grévistes.

Pour eux, une seule chose compte : « l'intérêt » des « affaires » ; celui des ouvriers ne compte pas.

Aussi n'en rencontre-t-on pas beaucoup avec des idées syndicalistes. Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il n'existe aucune espèce de lien qui les unissent. Entre eux, ils se nomment « *Monsieur* ».

Jusqu'à présent, je n'en ai vu que deux au syndicat, dont l'un, militant actif, avait entrepris de fonder un syndicat des coupeurs de mesure adhérent à la Bourse du Travail. J'ai assisté à plusieurs des réunions de ce « syndicat » ; ce n'étaient plus des réunions ouvrières, on se serait cru dans une assemblée de société de secours mutuels.

Ce militant était membre du parti communiste et le jour où son parti le mit dans l'obligation de former une cellule dans sa « maison », la perspective de devoir peut-être arpenter le pavé de Paris, le fit démissionner ; depuis, on n'entendit plus parler de lui.

Ces coupeurs ne sont pas, comme on pourrait le supposer, doués de capacités professionnelles exceptionnelles. Autrefois, oui ; devenaient coupeurs les ouvriers qui avaient passé par tous les stades du métier. C'étaient des ouvriers complets, qui pouvaient discuter le métier avec quiconque, sans crainte de dire des bêtises.

Mais aujourd'hui, tous les ratés d'ailleurs font un stage dans les écoles de coupe et, ensuite, grâce à leur culot, au système D, et pourvu qu'ils aient l'épine dorsale assez souple, ils se voient bombardés coupeurs, à des appointements comme ceux que nous avons dits.

Tel est ce genre de « prolétaires ». Dans le mouvement ouvrier, il ne faut pas les compter.

Le travail à domicile

Lorsque les coupeurs ont « réglé » leurs « bûches », ils les font porter chez « l'apiéceur », à fin d'exécution.

Ici, nous sommes chez les travailleurs à domicile.

Le travail à domicile, contrairement à ce que croient beaucoup de travailleurs de la corporation, n'a pas toujours existé ; il est dû à un fait accidentel : il est la conséquence d'un mouvement de grève survenu il y a une centaine d'années.

Pour pouvoir mieux résister, un grand nombre de grévistes s'en allèrent réclamer du travail dans des maisons que le mouvement ne touchait pas et l'exécutèrent chez eux avec la collaboration de leurs femmes ; ils s'aperçurent qu'en faisant travailler celles-ci, les journées de travail étaient un peu plus fortes.

Par ignorance et inconscience, ils allaient faire naître un esclavage qu'on n'allait jamais plus pouvoir supprimer.

Il se trouva des auxiliaires zélés du patronat pour vanter les beautés du nouveau système de travail ; en 1857, dans un mémoire adressé au ministre du Commerce, un nommé Lemann, s'exprimait ainsi :

« Le travail à domicile devenu constant, a permis à l'ouvrier devenu chef de famille, d'employer sa femme, ses parents, ses enfants même, suivant leur degré d'aptitude. Il en résulte des habitudes casanières, qui ont adouci les caractères ; et les enfants, mieux surveillés, mieux soignés, ayant sous les yeux de bons exemples, ont pris goût au travail et promettent une génération plus heureuse, plus raisonnable et plus *docile* que celle de leurs devanciers. »

Les ouvriers organisés de l'époque répliquèrent que ces travailleurs étaient contraints à des journées de dix-huit heures ; il y avait même des ménages d'ouvriers, au sein desquels le travail ne s'arrêtait ni jour ni nuit.

Au cours de leur carrière, ces deux admirables écrivains, Béatrice et Sydney Webb, qui furent en Angleterre le pendant des regrettés Maurice et Léon Bonneff, victimes de la boucherie mondiale, ont consacré leur talent à la publication de nombreux ouvrages sur cette méthode esclavagiste qu'ils appelèrent le *sweating-system*, c'est-à-dire : bas salaires, longues journées de travail, absence d'hygiène.

De tout temps, l'ouvrier travaillant chez lui a gagné un salaire inférieur à celui de l'ouvrier travaillant en atelier. Il fut montré, à maintes reprises que, s'il n'a pas une ouvrière qu'il exploite à son tour, il est dans l'impossibilité de s'en tirer, car, sa pièce finie, c'est lui qui doit la livrer ; autant de perte de temps ; et le plus souvent, il n'obtient pas immédiatement de nouvelles pièces, car, neuf fois sur dix, M. le Coupeur n'a pas eu le temps de « préparer du travail ». Il doit donc attendre ou revenir. En revanche, lorsqu'il y a la « presse », il faut s'exécuter : il passera sa nuit s'il le faut ; en outre, il lui faut déduire ses frais de machine, de gaz, de fil et de toutes les fournitures indispensables pour assurer l'exécution du travail.

Le travailleur à domicile ne pourrait donc pas vivre s'il ne se livrait point, lui aussi, à l'exploitation. Alors les débrouillards se font entrepreneurs, ils embauchent de nombreuses ouvrières

qu'ils font bosser comme des négresses en les payant le moins possible ; de cette manière, ils parviennent à réaliser d'assez rondelets bénéfices tout en restant théoriquement des exploités.

Mais les autres, ceux qui n'ont que leur femme et leurs enfants, quelle existence mènent-ils ? C'est ici que joue à plaisir le sweating-system ; l'intéressé n'est jamais sûr, le matin, de l'heure à laquelle sa journée se terminera.

Manque d'hygiène ! Ateliers insalubres !

Il n'est pas rare, hélas ! de voir à Paris une seule pièce occupée par toute une famille, servant à la fois d'habitation et d'atelier ; une seule fenêtre donnant sur une cour infecte, sans air et sans lumière ; et enfin, le pire de tout, le gaz qui achève d'intoxiquer la maisonnée entière. Voilà pourquoi tous les apiéceurs ont des figures émaciées, sont tous atteints de tuberculose, et sont condamnés à mourir avant d'avoir franchi le seuil de la vieillesse.

Au point de vue organisation syndicale, il ne faut pas en parler ; que voulez-vous demander à des gens qui ne se voient jamais ? Il n'est pas rare de voir des travailleurs à domicile d'une même maison qui s'ignorent complètement. De plus, ils n'ont pas le temps de lire ; ceux qui lisent, lisent tout au plus les grandes feuilles parisiennes qui complètent leur abêtissement.

Au syndicat, nous n'en avons jamais eu qu'une petite minorité, une élite ; mais l'immense majorité de ces travailleurs resta toujours réfractaire au groupement ouvrier.

J'ai pu constater, à Genève, que la question du travail à domicile n'était pas impossible à résoudre, mais à la condition que l'ouvrier ait une conscience et une mentalité autres que celle qu'il possède actuellement à Paris.

Les organisations suisses avaient institué des ateliers centraux où les ouvriers travaillaient côte à côte, dans une salle bien aérée, sous le contrôle du syndicat ; ils savaient tous le prix de façon de leurs pièces, établi sur les bases d'un tarif horaire.

Chaque ouvrier, en plus du prix de la place qu'il occupait, versait un petit pourcentage prévu par la réglementation de l'atelier pour en assurer le fonctionnement, payer le loyer, les impôts, etc...

Les patrons apportaient eux-mêmes le travail à leurs ouvriers respectifs et je n'ai jamais vu de disputes ou de jalousies, comme malheureusement cela arrive tous les jours à Paris.

Mais je rappelle que ceci se passait à Genève ; en France, où les ouvriers ne sont pas même capables de monter un syndicat, comment envisager de telles réalisations !

Pendant longtemps, le patronat pourra ici imposer sa loi aux travailleurs à domicile, et cela a des répercussions néfastes sur la spécialité voisine, chez les « pompiers ».

Les pompiers

Qu'est-ce qu'un pompier ?

Le mot « pompier » est un terme resté énigmatique pour l'ensemble du public. Combien de fois ai-je entendu dire : « Mais au juste, qu'est-ce qu'un pompier ? »

En effet, il n'y a guère de rapport entre le rôle du pompier qui consiste à retoucher les vêtements défectueux, et celui du pompier chargé d'éteindre les incendies.

Le pompier est donc un ouvrier retoucheur.

Pourquoi l'appelle-t-on « pompier » ? Il nous est complètement impossible de pouvoir répondre à cette question d'une façon sûre. Quelques légendes circulent dans les ateliers, prétendant en expliquer l'origine, mais elles sont trop peu certaines pour que nous nous y arrêtions.

Les pompiers furent toujours à l'avant-garde, dans tous les grands mouvements de l'Habillement. C'est que, de par leurs conditions de travail, ils ne possèdent pas la même mentalité que le coupeur ou l'apiéceur.

Naguère, leur journée terminée, ils éprouvaient le besoin de se réunir, de « trinquer », pour échanger leurs impressions.

A force de multiplier ces rencontres, le nombre des « copains » s'augmentait et les bases d'une permanence étaient établies : ce furent les premiers jalons du groupement syndical qui devaient les conduire à la Bourse du Travail.

Certains ne manqueront pas de crier à la damnation, car s'ils se réunissaient chez le bistrot, ce n'était évidemment pas pour absorber de l'eau limpide et pure, et je ne crois pas que la ligue antialcoolique ferait chez eux un formidable recrutement. Mais nous n'avons pas à cacher certaines tares du mouvement ouvrier. En plus de vider des « kilos », il y a les courses. Notre milieu a fourni à Auteuil et à Longchamp de sérieux contingents de Bicards et de Pères-la-Cerise.

Malgré tout, ces réunions avaient du bon, car ces discussions d'ateliers à ateliers faisaient naître chez les intéressés une certaine camaraderie.

Eh oui, l'on discutait ! et quelles discussions ? Que tel singe était une « vache » ! Tel autre une « double vache » ! Un troisième avait eu le « portrait » abîmé à coups de « siphon » pour s'être permis des paroles déplacées à l'égard d'un ouvrier. Il y avait de l'entrain ; c'était autre chose que la vie d'avachissement des ouvriers d'aujourd'hui.

Et ces conversations aboutissaient à des mouvements spontanés et sérieux.

Il en est un, que nous évoquons très souvent : la grève de 1906. Trois revendications furent posées dans ce conflit qu'il n'est pas inutile de rappeler :

un sou d'augmentation par heure de travail ;
1 h. 30 pour déjeuner ;
fournitures d'atelier : fil, coton, au compte du patron.

Car c'était le plus beau de l'affaire : des ouvriers employés chez le patron qui fournissaient ce qui était indispensable pour la confection du vêtement ; c'était aussi logique que si les ouvriers du bâtiment eussent apporté la chaux et le ciment pour la construction d'une maison.

Si invraisemblable que cela paraisse, c'était pourtant cela la coutume jusqu'en 1906. Et l'on étonnerait sans doute beaucoup de gens en leur disant que cette coutume moyennâgeuse n'a pas encore complètement disparu ; on en retrouve de place en place quelques survivances : j'ai pu le constater par moi-même aux ateliers de Réaumur, il y a deux ans. Voilà une question à laquelle le syndicat « ortho » si fertile en l'élaboration de « programmes revendicatifs » n'a jamais songé ; elle aurait beaucoup plus de chances cependant

d'être comprise que toutes les imbécilités sorties du Bureau 14, qui font hausser les épaules des ouvriers intelligents.

Donc, après un mois et demi de lutte opiniâtre et, après s'être imposés de dures privations, les pompiers obtinrent gain de cause sur tous les points, ce qui était énorme. A l'époque, les moyens de transport n'existaient pas comme aujourd'hui, aussi je me demande souvent ce que pouvait bien être à l'époque une heure pour déjeuner ? Combien la conquête d'une demi-heure de plus dût paraître appréciable. D'autre part, un sou d'augmentation à l'heure, ce qui en ferait bien dix actuellement, et la suppression des fournitures, c'étaient vraiment des résultats d'une grande portée.

C'est à partir de ce moment qu'ils se constituèrent en syndicat.

Mais que de préjugés corporatifs à extirper !

Autrefois, le patronat exigeait des ouvriers pompiers une tenue de rigueur : ils devaient se rendre à leur boulot en redingote et en chapeau haut de forme. Ils ne mangeaient pas à leur faim, mais ils possédaient au fond d'eux-mêmes cette « fierté » saugrenue : participer au prestige du « vêtement ».

Cette idiotie commença à disparaître après l'exposition de 1900, et prit fin définitivement les années suivantes. De nos jours, les pompiers se rendent à leur travail comme les autres ouvriers ; il n'est pas rare de les voir en casquette, ce qui prouve que l'état d'esprit n'est plus le même.

Un autre préjugé qui fit un mal immense à l'organisation syndicale fut le « *travail de mesure* ».

Avant la guerre, seuls comptaient comme « ouvriers tailleurs » les salariés travaillant dans les grandes « boîtes de mesure », celles qui, avant-guerre, vendaient leurs complets 120 à 130 francs, les mêmes qui les vendent en ce moment pas moins de deux mille francs.

Ces ouvriers se croyaient d'une supériorité exceptionnelle sur les travailleurs des autres branches de notre industrie et, pour rien au monde, n'auraient jamais voulu mettre les pieds dans les ateliers des grands magasins ; ils se seraient cru déshonorés.

Il fallut la guerre et la grande grève de 1919, sans autre exemple dans les annales de l'habillement, pour leur ouvrir les yeux et leur démontrer jusqu'à quel point ils se fourvoyaient en s'entêtant dans le « beau tailleur ».

Et alors commença l'exode vers les grands magasins, dont les conditions de travail offraient tout de même certains avantages qui n'étaient pas à dédaigner : travail assuré à l'année, et beaucoup moins compliqué ; vacances payées, et, dans certains endroits, de petits pourcentages sur les bénéfices généraux.

Tous ces petits riens, mis les uns au bout des autres, finissaient par être quelque chose et hypnotisaient l'ensemble des pompiers.

Voilà comment les « maîtres tailleurs » perdirent une bonne partie de leur main-d'œuvre qualifiée au bénéfice des grandes firmes capitalistes ; ils le méritaient bien.

A partir de ce moment, on créa au syndicat une section de pompiers *intermagasins*, destinée à examiner les revendications adéquates aux travailleurs de ces grandes firmes.

Nous citerons encore une troisième catégorie de pompiers, connus sous la désignation de *pompiers à l'anglaise*. Ce sont ceux qui travaillent aux pièces. Ce travail aux pièces dont les bases varient selon chaque maison, avait été supprimé en 1919 ; depuis il fut rétabli, et devant l'actuelle mentalité de la classe ouvrière aucune réaction sérieuse ne peut être envisagée ; nous nous trouvons contraints de le subir.

Enfin, il nous faut parler des femmes, car ce que nous appelons le travail des petites pièces, gilets et pantalons, est exécuté par des ouvrières dites « *pompières* ».

A travail égal, salaire égal, avons-nous toujours dit dans les syndicats ; mais cette formule si juste n'a jamais pu être appliquée dans notre corporation.

Ces ouvrières pompières, les culottières surtout, font un travail où elles remplacent une main-d'œuvre masculine, et cependant elles gagnent beaucoup moins !

Voilà donc où nous en sommes, et au moment où j'écris ces lignes, j'apprends qu'une grande boîte, O. Rossen, diminue son personnel de 10 %. Barclay a fait afficher dans l'atelier que dorénavant les salaires seraient établis à raison de 5 fr. 50 de l'heure ; les maisons similaires vont suivre, cela ne fait aucun doute. Ainsi, tout en vendant des complets plus de 2.000 francs, ils osent payer des salaires pareils. Quand je vous disais au début que ce patronat possédait une mentalité de chacal, oui ou non avais-je raison ?

DEUXIÈME PARTIE

L'industrie du vêtement

En décrivant ce qu'est l'industrie du vêtement, je prendrai bien garde de me placer sur le même plan que les journaux de mode publiés par le patronat, à l'usage d'un public select.

Et dussé-je contrister mon ami Bouju, théoricien des bouts de coutures au millimètre, et qui en est encore aux équations des Roussel, des Ladvèje et des Carnoy, qui toute leur vie ont travaillé au problème de « l'esthétique », je ne veux voir le vêtement que du point de vue social.

C'est pourquoi il nous faut en passant renverser quelques pots de fleurs au sujet de « l'artistique du métier ».

On a attribué aux tailleurs une réputation d'artiste ; rien n'est plus inexact.

L'art est un travail simple, utile, exécuté par des hommes libres. Tandis que le vêtement est un travail exécuté par des « esclaves » ; où l'on ne retrouve, dans ce que l'on appelle les « créations », qu'une éternelle copie.

Si j'étais dessinateur, je n'aurais pas de peine à montrer que telle mode d'aujourd'hui a été ins-

pirée au musée Carnavalet — mais je me contente de signaler le fait.

Il nous faut aussi, dans un autre ordre d'idées, sortir d'une loufoquerie dont on parle beaucoup depuis quelques années : le nudisme.

Certes, s'étendre tout nu par un bon soleil d'été sur une plage est un rêve que beaucoup voudraient pouvoir réaliser. Mais de là à en faire un principe théorique, une question sociale, sous le nom de retour à l'état de nature, est une absurdité qui ne peut être propagée que par des Mauricius, des Bontemps et des Armand pour qui la cité future devrait être construite sur les bases de la rue Blondel.

C'est pour se protéger contre « la nature » que les hommes primitifs songèrent à se couvrir de peaux de bêtes, et c'est ce premier vêtement que chaque génération perfectionna.

Dans les sociétés antiques, les femmes apprirent à tisser, et alors parurent les tissus rudimentaires que les hommes cherchèrent à adapter sur leur corps en leur donnant une forme. Le principe du vêtement était trouvé, il n'y avait qu'à continuer.

Autrefois

Les cloisons étanches entre spécialités corporatives que nous avons de nos jours tant déplorées, existaient déjà au Moyen-Age.

Il était presqu'impossible de délimiter exactement ces spécialités qui constituaient alors autant de métiers. En voici les principales :

1° Les *doubletiers*, faiseurs de doublets, sorte de large camisole commune aux deux sexes et qui recouvrait la chemise ;

2° Les *hoguetonniers*, faiseurs de hoguetons, doublets spéciaux destinés aux hommes d'armes ;

3° Les *giponniers*, faiseurs de gipons, tuniques ajustées sur le buste et qui en dessinaient les formes ;

4° Les *braaliers de fils*, faiseurs de braies, sorte de culottes, vêtements essentiellement masculins ;

5° Les *pourpointiers*, faiseurs de pourpoints, sorte de justaucorps se laçant par devant ;

6° Les *chaussetiers*, faiseurs de chausses, partie du costume qui couvrait les jambes ;

7° Les tailleurs de robes à l'usage des deux sexes ;

8° Les *pelletiers*, les ancêtres de nos fourreurs actuels.

A ces divers métiers s'ajoutaient les *couturiers :* couseurs de vêtements, les *fripiers :* revendeurs d'habits, les *rafreschisseurs*, ou raccommodeurs.

De ces multiples subdivisions du métier s'ensuivaient des conflits qui occasionnaient des procès interminables. Par exemple, les tailleurs interdisaient aux fripiers de mettre une pièce neuve à un habit, sous prétexte que le fripier voulait le faire redevenir neuf. Il fallait établir pour le « raccommodage » un drap d'une valeur fixée par le lieutenant de police.

Ces conflits se poursuivirent jusqu'au jour où ces divers métiers, par la force des choses, fusionnèrent ; plus exactement, les plus importants absorbèrent les autres.

La naissance et le développement de la confection

Dans quelles conditions travaillaient les tailleurs ? Jusqu'au premier Empire, toute la corporation ne travaillait qu'à façon, c'est-à-dire que le client achetait son drap et le portait chez le tailleur. Le prix de façon d'un habit était de 10 fr. : le patron en donnait 5 à l'ouvrier et en gardait 5 pour lui.

Un peu plus tard les ouvriers eurent une petite amélioration qui coïncida avec les fêtes du couronnement de l'Empereur.

Ce fut également à cette date que les patrons tailleurs commencèrent à fournir eux-mêmes la matière du vêtement et devinrent ainsi des « *marchands-tailleurs* », ce qui leur amena une ère de prospérité.

Mais une déception imprévue les attendait ; le tailleur fournissant le drap, le client avait la possibilité de « laisser pour compte » les vêtements qui ne lui convenaient pas. En fin de saison, des industriels passaient chez les tailleurs, y prenaient les laissés pour compte et en faisaient des soldes, qu'ils vendaient au marché de St-Jacques ou dans les environs de Paris.

C'est cette « vente de vêtements » qui suggéra aux marchands de drap l'idée de confectionner d'avance des vêtements qu'on vendrait meilleur marché que ceux sur mesure ; ainsi naquirent les confectionneurs qui conservèrent d'abord le nom de « *fripiers* ».

Autour de 1830, il y eut de nombreuses grèves qui amenèrent la fermeture d'un certain nombre d'ateliers. Ainsi que nous l'avons dit, ce fut là l'origine du travail à domicile, et en même temps d'une nouvelle phase assez curieuse de la confection.

Les ouvriers qui se refusaient à travailler sans augmentation chez les tailleurs, prirent du travail chez les confectionneurs et l'exécutèrent dans leurs chambres. Mais il y eut des poursuites judiciaires, et des ouvriers furent traduits en police correctionnelle ; là les défenseurs furent amenés pour justifier les demandes ouvrières, à démontrer par des chiffres que les bénéfices patronaux étaient exorbitants.

Alors, un nommé Ternaux, substitut du procureur du roi, pour qui c'était une révélation, voyant le moyen de réaliser une fortune considérable, n'hésita pas à plaquer la toge et s'en alla fonder, place des Victoires, un établissement à l'enseigne du *Bonhomme Richard* qui fut, pour l'époque, quelque chose de considérable.

Désormais la confection était lancée. Cependant son développement aurait été assez long et assez difficile, surtout du fait de la concurrence des maîtres-tailleurs, si une invention n'allait pas se produire, qui allait lui permettre de prendre un essor prodigieux, et en l'espace de cent ans bouleverser de fond en comble toute la corporation.

Cette invention est celle de la machine à coudre.

La machine à coudre de Barthélemy Thimonnier

Combien d'ouvriers de l'habillement connaissent le nom de Barthélemy Thimonnier ? Je n'en ai pas rencontré beaucoup ! encore moins qui connaissent sa vie, et surtout quelle fut son invention !

Il y a trois ans, à Lyon, Herriot, le meilleur copain de Staline, a inauguré un monument à Thimonnier, en prononçant les paroles qu'un membre du gouvernement a l'habitude de prononcer après boire, et c'est tout ; le nom de Thimonnier reste ignoré.

Si nous étions dans une société civilisée, ce nom-là serait affiché dans tous les ateliers, petits et grands, de l'Habillement.

J'ai retrouvé aux archives des Arts et Métiers, un document assez précis qui fournira à un simple pompier l'occasion de faire connaître quelque peu à ses compagnons de travail le grand inventeur de leur corporation.

Barthélemy Thimonnier est né à l'Arbresle, dans le Rhône, en 1793 ; il apprit le métier de tailleur et vers sa trentième année, en 1825, il imagina de coudre mécaniquement.

Il faut dire qu'avant lui il y avait eu des tentatives de ce genre en Angleterre, ce qui permit aux contemporains de Thimonnier de le traiter de plagiaire, ce qui est absolument faux comme nous allons le voir.

Une première tentative, qui date de 1755, fut faite par Charles-P. Weisenthal, qui inventa une aiguille à double pointe, mais qui n'eut aucun succès ; l'idée était cependant dans l'air et en 1790 un autre anglais, Thomas Saint, invente un autre modèle, mais trop compliqué, qui ne réussit pas davantage ; son inventeur mourut dans la misère.

Ce serait de ces deux précurseurs que l'on suppose que Thimonnier s'inspirât pour mettre à son tour son invention debout. Or les inventions des deux anglais restèrent inconnues même en Angleterre, et Thimonnier, comme tous les ouvriers de l'habillement de son temps, ne savait ni lire, ni écrire, il ne pouvait donc qu'ignorer ce qui s'était fait avant lui en Angleterre.

L'idée de la machine à coudre lui est venue parce qu'à son époque on ne parlait partout que de machines à vapeur et de machines mécaniques.

Il construisit donc une machine en bois, dont l'original est précieusement conservé au musée des Arts et Métiers, et dans laquelle nous retrouvons tous les principes essentiels de la machine à coudre moderne : une bobine de fil y joue le rôle de navette ; la « tension » existe sous la forme d'un ressort en acier très solide ; une petite planche servait de pédale ; enfin, une aiguille adaptée dans une petite tige de bois.

Cette machine exécutait des points de chaînette.

Thimonnier travailla encore plusieurs années à mettre son invention au point ; quand elle lui parut y être, il vint à Paris pour la faire connaître.

Il devait rencontrer de bien cruelles déceptions ; c'était le sort de son infortuné compatriote Jacquard qui l'attendait. En effet, sitôt que les ouvriers tailleurs parisiens apprirent qu'il existait une machine qui devait leur ravir « leur pain », ils se précipitèrent dans l'atelier du petit tailleur, et là, comme des sauvages, saccagèrent et pillèrent tout, détruisant la machine — fruit de tant d'efforts, de tant de travail, de patience, d'intelligence, au-dessus de tout éloge.

Sans se décourager, Thimonnier revint à Lyon où il construisit une deuxième machine, en 1845, qu'il se proposait d'exposer à la grande exposition de Londre de 1851. Mais la guigne s'acharnait contre lui ; la révolution éclata à Paris, ce qui l'empêcha de réaliser son projet, et il n'eut plus alors qu'une ressource : vendre son brevet à l'Angleterre.

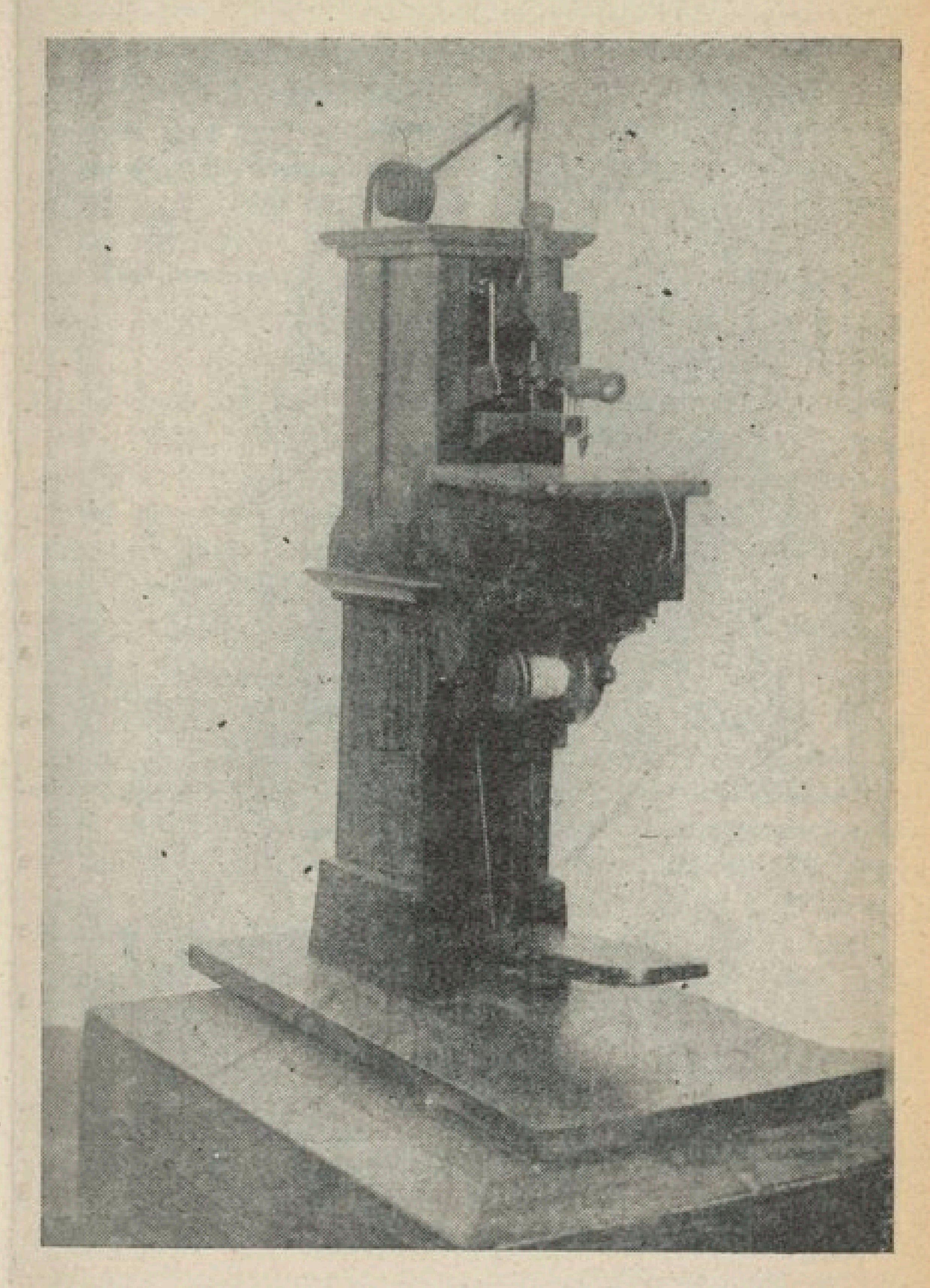
Il mourut en 1859, dans une misère atroce.

L'extension de la machine à coudre et le truck-system

La machine de Thimonnier fut exposée à l'exposition générale de Londres de 1851 par le gouvernement anglais ; elle passa inaperçue pour le grand public, mais elle retint l'attention de quelques hommes d'affaires qui allaient s'en servir pour édifier des fortunes considérables.

Deux noms sont restés légendaires : Elias Howe et Isaac Meritt Singer qui, pendant des années, se disputèrent l'invention de Thimonnier. Ils firent une guerre acharnée dans laquelle finalement Singer l'emporta.

Le grand moyen qui contribua au développement de la machine à coudre fut celui que l'on baptisa du nom de *Truck-System.*



La première machine à coudre
(Musée des Arts et Métiers)

Profitant de la naïveté des travailleurs de la corporation en général et des ouvriers à domicile en particulier, les agents de Singer s'amenaient chez ceux-ci, leur offrant une machine à crédit que l'ouvrier paierait par mensualités. Dans les moments de crise, les intéressés se trouvaient dans l'impossibilité de faire face aux échéances, alors la Compagnie Singer reprenait purement et simplement la machine et toutes les sommes qui lui avaient déjà été versées se trouvaient perdues. Ou bien alors, quand l'ouvrier se voyait enfin libéré de sa dette, il s'apercevait que sa machine ne valait plus rien, et qu'il était dans la nécessité d'en racheter une autre !

Le nombre d'ouvriers de l'habillement qui fu-

rent victimes de ce procédé crapuleux est incalculable.

La confection industrialisée

Avant la guerre, le travail de confection s'exécutait à peu près dans les mêmes conditions que le travail dit de mesure.

Les complets dits de mesure se vendaient alors un peu partout à des prix oscillant entre 60 et 100 francs ; dans les grandes boîtes de Paris, ils allaient jusqu'à 130 francs, mais ce dernier prix était exceptionnel, car la moyenne en province était de 70 à 80 francs. Les vêtements de confection, eux, ne dépassaient pas 35 francs le complet.

Pour le prix de l'exécution, les proportions se retrouvaient ; alors que les vestons de mesure étaient payés à l'ouvrier depuis 10 fr. jusqu'à 16 fr., ceux de confection ne dépassaient pas 5 fr.

C'étaient les ouvriers réputés médiocres qui se chargeaient de confectionner ces derniers, d'où le haussement d'épaules des singes, lorsqu'ils entendaient parler de confection.

Mais la guerre bouleversa tout. Les grandes firmes capitalistes de confection changèrent complètement leurs méthodes de travail ; elles copièrent purement et simplement le système américain qui consistait à spécialiser la confection de chaque partie du vêtement ; de cette façon il n'y avait plus besoin de se tracasser pour obtenir une main-d'œuvre qualifiée ; la spécialisation y suppléerait.

A Paris, il existe deux usines de ce genre depuis de longues années : c'est Halimbourg à Montrouge, et la S.P.C. des Galeries Lafayette aux Buttes-Chaumont. Leur essor fut tellement important qu'il a suscité des imitateurs : à l'heure actuelle il n'existe pas un grand magasin qui ne possède ses ateliers de fabrication établis sur le système de la division du travail.

Pour diriger leurs ateliers et obtenir un bon rendement, les capitalistes de la confection comprirent qu'il fallait mettre des compétences et pour cela y mettre le prix.

Dès lors, pendant que les « grands singes » de la mesure lésinaient sou par sou sur les tarifs de leurs ouvriers, des racoleurs rôdaient à la sortie de leurs boîtes et offraient aux ouvriers, à des salaires autrement supérieurs, des fonctions de chefs ou de sous-chefs d'atelier, ou de directeur à la fabrication dans les ateliers de confection.

Nous avons connu des quantités de copains qui se firent ainsi une « situation ».

Ceux-là, évidemment, ne se plaignent pas ; mais à côté d'eux, sous leurs ordres, des bataillons de femmes sont astreintes à exécuter sans arrêt, depuis le matin jusqu'au soir, sur des machines à moteur, un même travail. Ce travail est payé à un prix très bas, si bien que si l'ouvrière veut tirer sa journée, elle est contrainte à des efforts qui dépassent sa force physique. A la fin de la journée, elle est complètement abasourdie par le ronflement du moteur qui ne la quitte pas, même une fois rentrée chez elle.

A côté, il y a celles qui sont sous les pressings ; il faut avoir vu ça de près pour se rendre compte d'un pareil supplice ; il est impossible d'en transmettre l'impression.

Si nous ajoutons à cela que règne une discipline de caserne, le mouchardage en permanence, on comprendra que ce ne sont plus des ateliers, mais des bagnes.

Bien entendu, ce taylorisme a eu sa répercussion dans les ateliers des boîtes du centre, où auparavant le travail était exécuté dans des conditions normales.

On commence maintenant à combiner sur le nombre de minutes. Le *West-End*, rue Auber, a adopté le système ; un autre, à l'enseigne *Bayard*, qui n'existe plus heureusement, l'avait également institué ; c'est là que j'ai eu une histoire. Il s'agissait de monter un col de pardessus entièrement : vingt minutes pour la préparation du col et 50 minutes pour la pose du velours, soit 70 minutes en tout ; m'y étant refusé catégoriquement, car c'était une chose impossible, j'ai été flanqué à la porte et agrippé par les flics.

Le travail obtenu dans les grands ateliers de confection à l'aide de ces procédés esclavagistes permet de concurrencer largement, même les plus grands tailleurs.

C'est ainsi qu'à l'exposition des Arts décoratifs, en 1925, c'est l'usine de confection Halimbourg qui obtenait la médaille d'or pour ses modèles. Il est vrai que c'étaient deux ouvriers de première force qui les avaient exécutés, car, comme toujours, les ouvriers font le travail et le patron capitaliste encaisse les profits et les honneurs. Mais ce qui surprit, c'est que les « grands singes » n'eurent que la médaille d'argent.

Pour concurrencer les marchands tailleurs de toutes tailles, les usines de confection possèdent une arme redoutable : les stocks. A la cadence où se fabriquent les complets, c'est par centaines que sortent chaque jour de ces diverses usines des vêtements de tous les genres, et l'on cite le cas de certaines de ces firmes qui en ont pour cinq ans d'avance. Le jour où il leur plaira de les vendre au rabais, petits et grands tailleurs pourront toujours s'aligner. Ce jour-là, il y aura encore quelques fermetures...

Le sort des ouvriers confectionneurs

« Pierre qui roule n'amasse pas mousse », dit un proverbe. Ce qui, transporté sur le terrain pratique, signifie qu'en restant longtemps en place l'on s'y faisait des rentes.

Pour maintenir ce préjugé, quelques firmes de l'habillement avaient institué des retraites, par exemple, le *Bon Marché* et la *Belle Jardinière*, où au bout de trente ans de service les travailleurs touchaient cinq à six cents francs par an.

Comme, avant la guerre, le budget d'un ouvrier s'équilibrait sur une moyenne de cinq francs par jour, cette retraite pouvait paraître appréciable, mais aujourd'hui, malgré la dépréciation de la monnaie, cette retraite est restée sensiblement au même niveau. Alors, au bout de trente ans de service, le vieux prolétaire est jeté à la rue, et ne peut trouver du travail nulle part. Il n'a plus qu'à aller se jeter dans la Seine ou se pendre à la tête de son lit, s'il ne peut se résigner à aller tirer les pieds de biche.

Mais ce qui fut le plus ignoble dans l'attitude des grands magasins, ce fut leur manière d'agir au début de l'actuelle crise de chômage. Pendant au moins dix ans, les journaux financiers pu-

blièrent les bénéfices de la Samaritaine, des Galeries Lafayette, du Printemps, du Bon Marché, etc., qui se montaient de 30 à 70 millions. Or, sitôt que la crise se déclara, ils organisèrent le jeu de massacre en plein hiver : en décembre 1931, on vit des ateliers vidés de la moitié de leur personnel, par petits paquets. Ensuite, l'inévitable diminution de salaire eut lieu, suivie d'une deuxième à quelque temps de là, sans qu'il y ait eut la moindre révolte, la perspective d'aller faire pointer sa carte de chômage au 38 du boulevard Sébastopol en incitant plus d'un à la résignation. Ce qui, soit dit en passant, bouleverse les théories des communistes qui pendant des années ne cessèrent de proclamer que la misère ferait naître la révolution ; erreur profonde réfutée par les faits.

Au milieu de tout cela, que devient l'organisation syndicale ?

Avant d'avoir connu les grands ateliers, j'ai soutenu par l'écrit et par la parole que ce qui causait les difficultés du recrutement syndical était le trop grand nombre d'ateliers, disséminés à l'infini ; à mesure qu'ils disparaîtraient et feraient place aux grandes entreprises, la propagande en serait facilitée. Puis, un beau jour, je suis allé, comme beaucoup d'autres, dans ces grandes entreprises, et d'après ce que j'y ai vu et les constatations que j'y ai pu faire, j'ai été amené à réviser mon jugement.

Autrefois, dans nos petits ateliers, nous avions comme chef un copain qui travaillait à côté de nous ; son rôle consistait à distribuer le travail ; on trinquait en sortant ; une camaraderie s'établissait qui se retrouvait au syndicat.

Aujourd'hui, dans les grandes entreprises, les chefs ne sont plus des copains, ce sont des adjudants, toujours prêts à saisir le moindre prétexte pour causer les pires ennuis à ceux qu'ils ont dans le nez ; ils pratiquent le favoritisme et instituent le mouchardage. J'en voyais un tous les matins faisant le « book » dans l'atelier, et tous les turfistes étaient des privilégiés pendant que les autres étaient sujets aux pires tracasseries. Bien entendu, il en résulte des jalousies personnelles qui se traduisent par de continuelles disputes et font naître des haines mortelles entre ouvriers.

L'organisation syndicale devient de ce fait impossible ; c'est si vrai que depuis 1925, tous les mouvements corporatifs qui se sont produits dans l'habillement, n'ont touché que les maisons de mesure ; aucune des grandes firmes de confection n'a pu être atteinte, c'est tout au plus si dans les moments les plus favorables aux augmentations de salaires, une revendication timide y était présentée sur une feuille volante, à laquelle, en réponse, la direction offrait un os à ronger, lequel était accepté avec joie ; et tout rentrait dans le calme.

En restant longtemps dans ces grands ateliers, les ouvriers perdent leur instinct combattif, tandis que quand ils changent plusieurs fois de baraques dans une année, ils n'attachent aucune importance à l'enseigne qui les occupe.

C'est là une des surprises de la concentration capitaliste ; quelle conclusion en tirer ?

LAGRANGE.

As-tu fait un abonné ?

Parmi nos lettres

Les « droits » sur l'Est-Chinois Un de nos camarades qui connaît l'Extrême-Orient nous écrit à propos du chemin de fer de l'Est-Chinois :

Ce chemin de fer fut construit avec de l'argent des banques françaises, en territoire mandchou, pour le compte de la Russie czariste, par des ouvriers chinois presqu'exclusivement, dont beaucoup sont morts du fait des mauvaises conditions de travail.

Dès lors, comment trouver que l'U.R.S.S. a plus de « droits » à la possession de ce chemin de fer que le Japon, ou inversement ?

Les événements de Constantine D'un camarade de Philippeville (le port de Constantine), ces renseignements sur les événements de Constantine :

D'après tous les renseignements que j'ai pu recueillir, ce fut bien un mouvement antijuif, couvant depuis longtemps et ayant des causes profondes et graves. L'incident de la mosquée Sidi Lakdar n'est qu'un prétexte qui a semblé servir de signal.

Les émeutes de l'après-midi du dimanche 5 août surtout ont été menées la plupart par des fellahs des douars environnants. Ces fellahs (paysans arabes) sont dans une épouvantable misère, le dénuement le plus complet. Pour eux, il n'existe d'autre ressource que celle de vendre leurs terres, déjà considérablement hypothéquées. Plus moyen de vendre le peu de blé qu'ils produisent, avec des moyens encore primitifs. Comme d'autre part les prêteurs sont le plus souvent des juifs, qui leur fournissent aussi tissus, vêtements, bijoux, etc., leur colère s'est tournée contre ceux-ci.

Tous les gros domaines, que ce soit aux alentours de Constantine, d'ici ou de Bône sont la propriété de gros capitalistes de France : François Marsal, de la Rochefoucauld, pour n'en citer que quelques-uns. Ils emploient comme ouvriers les arabes pendant 14 et 16 heures par jour, pour 4 à 6 francs par jour, et vous savez bien que les lois ouvrières ne sont pas applicables ici.

Autre chose : depuis les événements du 6 février, il y a, surtout à Constantine, une campagne ouverte contre les juifs, des journaux soutenus par les organisations de droite. Cela, certainement, contribue à diriger le mécontentement contre les israélites qui, eux, à la différence des indigènes, jouissent de tous les droits politiques et sont éligibles à toutes fonctions, même syndicales.

Maintenant les gros propriétaires vont obtenir ce qu'ils réclament depuis longtemps : une garde mobile qui, à la moindre velléité de résistance, réprimera les réveils ouvriers de la plus brutale façon ; c'est cela surtout contre quoi il faut faire campagne.

Deux points sont particulièrement à retenir de cette lettre. D'une part notre camarade confirme un fait qui résulte de la lecture des quotidiens algériens, c'est que le mouvement fut essentiellement un mouvement de *campagnards*. Ce ne sont point les arabes de Constantine même, ce furent les paysans arabes de la campagne environnante qui, descendus en masse à Constantine, ce dimanche matin, constituèrent l'essentiel de l'émeute ; épisode de la lutte séculaire de la campagne et de la ville ?

D'autre part notre camarade nous apprend que les colons algériens font campagne pour avoir, eux aussi, leur garde mobile. Or un autre fait sur lequel tout le monde est d'accord : presse algérienne et correspondants algériens de journaux

français (voir, par exemple, l'article de la *Lumière*), c'est que de 9 heures du matin à 5 heures du soir, la troupe a assisté impassible, à toute l'émeute ; elle est restée l'arme au pied dans les rues de Constantine, sans intervenir, malgré les coups de téléphone affolés des juifs assiégés. Cette non-intervention, cette volonté de « laisser faire » n'auraient-elles eu pour but que d'« établir » que les forces dont dispose l'Algérie sont insuffisantes, et forcer ainsi la main pour la création d'une garde mobile ?

Les incidents de Lyon D'un camarade du Bâtiment lyonnais, quelques lignes plutôt pessimistes :

De semaine en semaine, le chômage s'étend. Et l'apathie, le découragement gagnent.

On en trouve la triste preuve dans les incidents sanglants du chantier Versillé. Le crime patronal est patent. Alors qu'un mouvement général s'imposait, l'accord ne put s'établir et aucune action ne fut réalisée (dans une profession syndiquée à 80 %). Laissés seuls, les terrassiers luttèrent deux jours, pour marquer le coup. Et maintenant, l'ordre règne. De semblables capitulations se paient toujours cher.

Le nouveau ministère japonais D'une correspondance du Japon (Tokio, 27 juillet), ces renseignements sur le nouveau ministère :

A la place du ministère Saïto, qui tomba à cause d'un scandale financier comparable à votre scandale Staviski, l'amiral Okada a été appelé à constituer le nouveau Cabinet, au début de juillet. Okada est peut-être le plus nul de tous les premiers ministres que le Japon ait jamais eus.

C'est par les militaires — qui, en compagnie des bureaucrates, sont actuellement les maîtres du Japon — que Okada a été poussé au pouvoir. Il n'a d'autre politique que celle qui consistera à accomplir ce que lui dicteront les forces dont il est l'instrument. C'est assez intelligent de la part des militaires et des bureaucrates d'avoir porté leur choix sur lui, du fait qu'il a la réputation, auprès de la grande masse des naïfs, d'un amiral à l'« esprit large et libéral ». Cette réputation est due à son attitude, pleine de duplicité d'ailleurs, dans la question du Pacte Naval de Londres, dont la ratification donna lieu à une lutte décisive pour la suprématie politique, entre les militaires alliés aux bureaucrates, et les parlementaires, représentants de la bourgeoisie. En réalité, Okada n'est qu'un vulgaire opportuniste et il n'a aucune sympathie pour les doctrines libérales, qu'il est même incapable de comprendre. Mais cette vague et naïve croyance du peuple dans le libéralisme de l'amiral, fut une raison suffisante pour amener les militaires et les bureaucrates à lui confier le pouvoir, afin de cacher au peuple la situation réelle.

Au Japon, la bureaucratie est en effet beaucoup plus puissante que dans les autres pays capitalistes. La raison en est que c'est elle qui contribue largement à restaurer la situation économique. Les sommes énormes qui sont consacrées à l'armée et à la marine, et qui forment à elles seules la moitié du budget de l'Etat, sont dépensées sur le marché pour le quart par son entremise. Les grandes richesses de la Mandchourie convoitées par la bourgeoisie sont sous son administration ; c'est elle qui décide souverainement de leur attribution entre les groupes capitalistes rivaux. D'autre part, les mesures de prohibition prises par les pays étrangers contre les marchandises japonaises ont obligé plus que jamais les industriels à compter, en dernier ressort, sur la force des armes. Dans une telle situation, il est tout à fait naturel que la bourgeoisie se fasse toute petite devant la bureaucratie, particulièrement dans un pays comme le Japon où l'établissement d'une domination complète de la bourgeoisie a été gênée et retardée du fait de certains facteurs historiques.

C'est pourquoi l'amiral Okada était tout indiqué, avec son opportunisme, sa nullité et son incompétence, pour être à la tête du gouvernement. La presse annonce que les services de l'armée et de la marine vont demander l'inscription au prochain budget d'une somme de 1 milliard 400 millions de yens, c'est-à-dire la plus forte somme qui ait jamais été dépensée en temps de paix. Pour faire accepter au peuple sans trop de récriminations de si fantastiques dépenses, un homme d'allure pseudo-libérale comme Okada est absolument nécessaire.

Jeunes et vieux D'un jeune abonné de la banlieue parisienne, ces quelques réflexions à propos de l'unité syndicale :

Partisan autant que vous pouvez l'être de l'indépendance « absolue » — et non seulement organique — du mouvement syndical, je ne veux toutefois pas me leurrer moi-même et je crois connaître ses possibilités de transformation totale du mode de production.

Le mouvement syndical, avant de vouloir entreprendre la transformation du régime, doit se transformer lui-même et vous m'accorderez, je pense, que la pensée officielle n'est pas la pensée véritable de la majorité de « ceux qui paient ».

Il faut que cette majorité soit unie et maîtresse de son mouvement, avant d'entreprendre quoi que ce soit. De là, la nécessité impérieuse de l'unité.

Je voudrais cependant vous dire que je vois de multiples obstacles à cette unité et à cette action, dont le principal, à mon avis, est la méfiance des hommes en fonctions — appointés ou non — envers ces jeunes qui ne reconnaissent pas de prime abord leurs superqualités. Il n'y a pas que dans les partis qu'on sait manœuvrer.

LE GUÉPÉOU EN TUNISIE

14 Tunisiens déportés sans jugement

Au moment de mettre sous presse nous apprenons la déportation sans jugement de 14 citoyens tunisiens. Déportation « hors des territoires civils de la Tunisie », c'est-à-dire déportation au Sahara, les territoires civils tunisiens s'étendant jusqu'à Gabès et jusqu'aux Chotts.

Déportation sans jugement, c'est-à-dire SANS DELIT, sans que les « condamnés » aient contrevenu à quelque loi que ce soit. C'est, encore une fois, exactement le procédé du Guépéou, le procédé de la lettre de cachet, le procédé de Napoléon III, le procédé de Mussolini et d'Hitler : l'internement par mesure administrative.

Qu'en pense le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme ? Nous savons ce qu'il en pense quand ça se passe en U.R.S.S., en Allemagne ou en Italie, mais quand ça se passe du fait de la France dans un pays soumis à la domination française ? Estime-t-il qu'alors cela devient compatible avec les articles 7 et 8 de la Déclaration dont il se prétend le défenseur ?

Et sinon, comment pourra-t-il prétendre encore maintenir au sein de sa ligue, un homme comme Herriot qui couvre de son autorité de ministre d'état une violation aussi cynique des principes les plus élémentaires des Droits de l'Homme ?

Derniers échos des Congrès de l'Enseignement

Au Congrès unitaire de Montpellier

De Barrué, ces notes complémentaires :

Les centristes et l'unité

A Montpellier on a parlé de l'unité, certes, mais aussi du « tournant ». Quel tournant ? Tout simplement la mise au rancart de ce sectarisme d'essence politique qui caractérisait la C.G.T.U. et l'éloge outrancier, de ce qu'on traînait la veille encore dans la boue. Avec un malin plaisir, les orateurs de la majorité fédérale ont analysé le tournant, en ont montré le caractère artificiel, ont souligné que vraisemblablement la C.G.T.U. obéissait, au « garde à vous », à des instances supérieures et ont recherché les raisons du tournant. Quand ils ont évoqué la politique extérieure de l'U.R.S.S., son présent diplomatique, ses tendances marquées vers une alliance avec la France, des clameurs furibondes sont parties des travées « orthodoxes »... Je ne me passionne pas pour ces discussions sur le tournant. Je constate son existence et, sincèrement, je m'en réjouis. Je préfère le langage de la C.G.T.U. actuel à celui de jadis. Et je regrette qu'on ait senti parfois dans les propos de la majorité fédérale un certain dépit en face du « virage » officiel !

Il est assez étrange de voir la majorité fédérale, si confortablement installée dans la scission, défendre la cause du congrès de fusion. On songe malgré soi à la corde qui soutient le pendu... Je ne veux point ici reprendre en détail nos critiques, ni analyser les articles et le discours de Bernard. Bernard, lui, est cynique. L'unité dans l'enseignement sera une catastrophe. Et il nous prédit tous les malheurs... Il faut se méfier. Le S. N. ne sera pas content de nous voir arriver. La C.G.T. s'apprête à nous museler (le mot est de Serret)) etc., etc... Comme l'a fait remarquer Rollo, les centristes vont à l'unité avec une « âme de vaincus », sans confiance, persuadés qu'ils seront noyés dans la masse. Drôles de révolutionnaires !

Et je passe sur des articles de bulletins syndicaux (Aisne, Charente-Inférieure), qui condamnent nettement l'unité syndicale : « *Un congrès de fusion avec une condition permettant de séparer nettement les syndiqués lutte de classe des autres* ». (R. Papaud, centriste, Charente-Inférieure). Une telle déclaration se passe de commentaires.

Je n'exagère point en écrivant que la plupart des centristes n'iront à l'unité que contraints et forcés, persuadés que la disparition de la fédération unitaire actuelle sonnera le glas des idées révolutionnaires dans l'Enseignement.

Certains centristes demeurent cramponnés à cette idée que le mouvement syndical doit être imprégné d'idéologies politiques. Après avoir, avec un courage digne d'admiration, défendu farouchement la fédération contre la main-mise brutale du parti communiste, ils persistent à revendiquer le droit non seulement de tendance mais de fraction ! Et Serret peut s'écrier : « *L'indépendance absolue du syndicalisme : ou c'est une imbécillité, ou c'est la ruine du mouvement révolutionnaire.* » Désarroi idéologique, confusion dans la tactique, rassemblement de courants hétéroclites autour d'une poignée de vieux militants respectés : telle apparaît la majorité fédérale.

Sans nier les mérites de la fédération de l'Enseignement, je crois, pour moi, à la nécessité absolue de l'unité. Et il faut bien admettre que la fusion, sous quelque forme que ce soit, entraînera la disparition de la vieille fédération, ce qui ne veut point dire, camarades centristes, la ruine de l'esprit révolutionnaire.

Monmousseau « anarcho-syndicaliste »

Pour une fois, Monmousseau, à Montpellier, n'a pas rugi pour ne rien dire.

Il réfute cette légende d'un ordre venu de Moscou. Jamais, dit-il sans rire, la C.G.T.U. n'a reçu d'ordre... Et il proteste avec véhémence contre ces ignobles accusations portées à l'égard de l'U.R.S.S. : « *L'U.R.S.S. ne signera jamais d'alliance militaire avec aucun état capitaliste parce que l'U.R.S.S. est le pays du socialisme. Faire une telle chose serait une abominable trahison* ». Voilà des paroles que Monmousseau regrettera peut-être un jour au cours d'une retentissante auto-critique.

Et voici Monmousseau, interprète officiel de la C.G.T.U., en plein anarcho-syndicalisme. Je cite sans commentaires : « *Des conditions politiques ne peuvent devenir des conditions syndicales... La dictature du prolétariat fut une erreur sur le terrain syndical... L'indépendance syndicale est nécessaire par rapport à la bourgeoisie et par rapport aux partis... Le mouvement syndical ne doit pas se lier au mouvement politique sinon il se brisera... Ce n'était pas très utile de proclamer le rôle dirigeant du parti communiste... Le mouvement syndical doit être déterminé par la démocratie syndicale* ». Nous étions quelques-uns à penser à la vieille parabole de l'ouvrier de la onzième heure... et à méditer sur le tort que nous eûmes d'avoir raison trop tôt !

Au Congrès confédéré de Nice

De Ballereau, ces impressions :

A grands pas vers le syndicalisme révolutionnaire

A petits pas vers le syndicalisme... *Tel est le modeste sous-titre qu'en août* 1929, *dans cette même* Révolution Prolétarienne *où l'on a toujours suivi de près les vicissitudes du syndicalisme universitaire, notre ami Hagnauer donnait à son compte-rendu du Congrès du Syndicat National. Que de chemin accompli depuis lors par une organisation qui, venue des rivages lointains de l'amicalisme le plus corporatif, ayant mis huit années pour obtenir l'adhésion de tous ses membres à la C.G.T. s'est affirmée de congrès en congrès pour un syndicalisme de plus en plus conscient des réalités sociales, de sa solidarité avec la classe ouvrière et des nécessités de l'action directe !*

Que cette évolution ait été hâtée par l'adhésion de militants, de syndiqués venus de la Fédération unitaire et qui y ont acquis une rapide influence, non par l'âpreté de leurs critiques, mais par l'ardeur et la sincérité de leurs convictions, leur activité de bon aloi, leur dévouement à l'organisation, cela n'est pas niable. Il faut être myope comme Bernard (Ecole Emancipée du 15 juillet) *pour prétendre que leur action s'est bornée à* « d'impuissantes vélléités », *de même qu'il faut, comme Dommanget, fermer volontairement les yeux pour les besoins d'une démonstration plus péremptoire pour oser affirmer que* « le Syndicat National n'a guère évolué ». (Ecole Emancipée *du* 2 *juillet*).

Mais les événements sont pour quelque chose aussi dans cette rapide ascension idéologique. Les déceptions d'ordre politique, la lamentable impuissance des partis dits de gauche, après les grandes victoires électorales de 1924 *et de* 1932 *ont certainement fait beaucoup pour amener sinon la masse des syndiqués, du moins la grosse majorité des éléments syndicaux les plus actifs à se débarrasser de la timidité amicaliste et des préjugés démocratiques.*

Un Syndicat majeur

Dès le début de la première matinée, on eut l'impression agréable que ce grand et honnête Congrès, comme l'a justement qualifié Giauffret, était celui d'un Syndicat majeur, qui savait ce qu'il voulait et où il voulait aller. Les organisations antifascistes de Nice avaient organisé, pour le soir même, une manifestation contre la guerre, dans les rues de Nice et jusqu'au monument aux morts de la guerre. L'Union départementale confédérée pensa que le Congrès tout entier avait sa place indiquée dans le cortège, et que les instituteurs venus de tous les coins de la France, voudraient se joindre aux travailleurs niçois, criant leur haine de l'imbécile tuerie et leur volonté de ne pas permettre un nouveau 1914. *Mais Delmas émit des objections : le Congrès a un programme chargé et un horaire nettement fixé, l'ordre de ses travaux ne saurait être bouleversé sans inconvénient, et le secrétaire général ne voudrait pas qu'on vînt dire ou écrire ensuite que, par la faute du Bureau, telle question n'a pu être étudiée, telle discussion n'a pas eu l'ampleur désirable; il propose qu'on se borne à l'envoi d'une délégation. La réaction de la salle est immédiate et à peu près unanime:* « Non ! non ! Pas de délégation ! Tout le Congrès ! » *Mince et flegmatique, Delmas se soumet avec bonne grâce et, sans doute, une secrète satisfaction.*

Manifestation significative d'une maturité syndicale indéniable. Ce Congrès d'instituteurs tient à réaliser le bloc des travailleurs dressés contre la guerre et contre le régime qui y conduit. Son respect et son estime pour des militants qui sont des guides sûrs et aimés ne vont pas jusqu'à les suivre aveuglément toujours et partout, et il sait, quand il le faut, leur dire non *avec énergie, sans que diminue pour cela l'affectueuse confiance qu'il leur témoigne. Une autre fois, vers la fin du Congrès, il arrivera à Levasseur (à propos de la direction déchargée de classe) de paraître vouloir esquiver une question délicate, et à Delmas de faire preuve de maladresse (cela arrive parfois aux plus intelligents) dans ses efforts pour abréger un débat qu'il juge malencontreux. Même réaction spontanée et vigoureuse à laquelle met fin une franche et complète explication.*

Le désaccord du Syndicat National et de la direction de la C.G.T.

De toutes les séances, les plus vivantes, les plus animées, celles qui furent suivies avec le plus de passion, ce furent naturellement celles que le Congrès consacra à la discussion des questions sociales et de l'unité syndicale. C'est au cours de ces débats que s'est marqué un profond désaccord entre le Syndicat National et la direction actuelle de la C.G.T.

De nombreux délégués, et notamment nos amis Thomas *(Indre),* Hagnauer, Thévenon *et* Mme Barthez *(Hérault), ont critiqué l'attitude insuffisamment nette et résolue des chefs cégétistes. Pourquoi la C.G.T., au lieu de se borner à soutenir mollement l'effort des fonctionnaires, n'a-t-elle pas pris énergiquement la direction de la lutte contre la politique de déflation des salaires ? Pourquoi, après la grève du 12 février, alors que le succès magnifique de ce mouvement lui en donnait le droit et lui en créait le devoir, n'a-t-elle pas pris résolument la direction de la lutte contre le fascisme ? Pourquoi, si l'on voulait doter le mouvement syndical d'un plan de réformes, n'avoir pas fait discuter ce plan dans les syndicats (1), et suscité en sa faveur le puissant dynamisme de l'enthousiasme populaire ? Pourquoi, si l'on voulait créer une mystique, avoir donné à la classe ouvrière ce programme d'état-major qu'elle ne peut reconnaître comme sien ? Pourquoi avoir déçu et découragé les militants en les faisant venir à Paris pour assister, non pas à une puissante manifestation, mais à la séance académique des Etats généraux du Travail ? Pourquoi la propagande prévue en faveur de ce plan n'a-t-elle pas été menée ? Est-ce au plan Marquet que va maintenant l'attention de la direction confédérale ? Que signifie ce projet d'un Conseil national Economique où seraient représentées toutes les catégories sociales travaillant en vue d'un soi-disant intérêt général dont les ouvriers n'ont pas à soucier ? Pourquoi, enfin, la direction de la C.G.T. semble-t-elle toujours oublier le but révolutionnaire du syndicalisme inscrit dans ses statuts ? Dans l'époque anormale que nous vivons, il faut prendre une attitude révolutionnaire. Allons-nous nous laisser voler notre révolution ? Telles sont les questions angoissantes que se posent, dans tout le pays, les militants.*

Les délégués, en exprimant fermement leurs reproches à la direction confédérale, en précisent la signification. Il ne s'agit pas d'une critique systématique et de parti-pris, mais d'un sincère désir de voir la C.G.T. plus forte et plus audacieuse, animée d'un esprit de réalisation qui lui semble faire défaut et d'une meilleure compréhension de la situation actuelle et des véritables intérêts de la classe ouvrière. « Est-ce un crime, *demande Hagnauër,* de reprocher à la C.G.T. de manquer d'orgueil ? Et ne faut-il pas voir là de notre part un acte de fidélité allant même jusqu'au chauvinisme confédéral ? »

Plus direct dans ses attaques, le camarade Blain charge à fond contre « une de ces personnalités qui synthétisent toutes les erreurs d'une époque » *et réclame, comme une mesure nécessaire de salubrité, le départ de Jouhaux, si nous ne voulons pas subir le sort du prolétariat allemand.* « Nous ne voulons pas un iceberg à notre tête, *s'écrie-t-il,* nous voulons des animateurs ».

Ce reproche fait à diverses reprises aux dirigeants de la C.G.T. de n'être pas des animateurs, l'exposé du délégué confédéral, le camarade Bottereau *n'a fait que le justifier. Conférence claire, ordonnée, correcte, élégante même dans certains de ses développements, mais où l'on aurait voulu sentir cette foi ardente, cette flamme communicative qui rend plus faciles les rudes tâches et les grands sacrifices. Ce fut une tentative de justification de la politique confédérale qui tend, par son programme des Etats généraux du Travail, au rétablissement normal d'une économie normale, afin d'arrêter les progrès du fascisme, lequel ne peut se développer dangereusement que dans un pays économiquement désaxé. Bottereau, qui ne prétend pas que ce plan soit sans défauts, termine en rappelant la position de la C.G.T. en ce qui concerne l'unité à la base.*

Quel contraste entre cette conférence, correcte et froide, et l'exposé chaleureux de Vivès, *rappelant les principes du syndicalisme révolutionnaire qui doivent guider notre action : la réalité de la lutte de classes, les méfaits d'une économie basée tout entière sur le profit, la nécessité d'une révolution sociale profonde, qui libère la classe ouvrière de l'état de vassalité dans lequel elle est maintenue. Pour vaincre, il faut opérer le rassemblement des forces ouvrières : le nombre est la condition primordiale du succès, mais à condition qu'on veuille et sache l'utiliser, qu'on l'anime d'une foi ardente en sa force et en son droit.*

Ici, la critique de Vivès, plus nuancée que celle de Blain, s'avère aussi plus efficace. Il ne fait pas de Jouhaux le bouc émissaire. Il reconnaît loyalement et avec plaisir que c'est le secrétaire général de la C.G.T. qui eut, dès le 7 février, alors que la France n'avait plus de gouvernement, l'idée de la grève générale du 12. La C.G.T., ce n'est pas un homme, ni même le bureau ; la vraie direction confédérale, c'est un groupe de militants, secrétaires d'Unions départementales et de fédérations, trop cantonnés en général dans le travail corporatif et qui ne savent être que des administrateurs. Après la journée du 12 février, tous les espoirs étaient permis à la C.G.T. Elle n'a pas su saisir l'heure que lui offrait le destin. Même incompréhension des nécessités pressantes de la situation dans la façon déplorable dont fut mise en œuvre cette

(1) Ne pourrait-on pas adresser le même reproche au délégué de la Creuse, le camarade Lelache, qui insistait pour faire adopter par le Congrès un *Plan d'organisation de l'Etat démocratique* complété par un plan de réalisation, sans qu'il ait été au préalable étudié, discuté et accepté par nos Syndicats ?

belle idée des Etats généraux du Travail. Le Syndicat National, lui, apparaît de plus en plus comme l'organisme le mieux outillé et le plus réalisateur. Il possède l'organisation, la force et une tenace et vigoureuse volonté de transformation sociale.

Une longue ovation, suivie d'une vibrante « Internationale », *souligna la péroraison de ce magnifique discours.*

Les chiens aboient...

« Quel que soit le bruit fait autour de vos décisions, ne vous laissez pas émouvoir », *disait Delmas aux Congressistes au cours de la réception que leur offrait, le dernier soir, la section des Alpes-Maritimes. C'est que déjà, on faisait beaucoup de bruit autour de ce beau Congrès, au cours duquel s'est hautement affirmé l'esprit* prolétarien *du syndicalisme des instituteurs. C'est naturellement* Le Temps, *l'organe du Comité des Forges, l'ancienne et avantageuse tribune du vertueux M. Tardieu, à l'époque de l'Homs-Bagdad et de la N'goko-Sangha, qui se montra, sinon le plus violent, du moins le plus fielleux et le plus acharné dans ses attaques.*

Le Conseil des Ministres n'a pas manqué de répondre avec empressement à ces appels. Le Ministre, soucieux d'obtenir une documentation complète a « prescrit aux inspecteurs d'Académie d'interroger, sur les propos qui leur ont été prêtés par les comptes-rendus de la presse, les délégués au Congrès de Nice qui sont instituteurs dans leur département ».

*Les Inspecteurs d'Académie seront, sans doute, très flattés du rôle de policiers qu'on leur fait jouer. Nous pensons qu'on ne se bornera pas à interroger ceux qui sont intervenus dans les débats, mais aussi tous ceux qui les ont applaudis, qui ont chanté l'*Internationale *et défilé dans les rues. Leur culpabilité à tous est égale.*

Les périodes de réaction s'accompagnent toujours de violentes attaques contre l'Ecole laïque et ses maîtres. Après avoir mutilé l'école populaire, on semble vouloir retirer à ses maîtres les droits qu'on reconnaît encore, (provisoirement sans doute) à tout citoyen. Cela ne se fera pas tout seul. Le Syndicat National est une force, bien gênante pour certains sans doute. Mais C'EST UNE FORCE.

Une critique du compte-rendu de Jacquet

Hagnauer nous envoie la vive critique suivante sur certaines appréciations de Jacquet dans son compte-rendu du Congrès de Montpellier (*R.P.* du 25 août) :

Je ne veux pas laisser passer l'article de notre camarade Jacquet paru dans le dernier numéro de la *R. P.* sans exprimer mon étonnement quant à l'importance donnée à un congrès, celui de la Fédération de l'Enseignement, qui serait demeuré confidentiel sans la manifestation d'unité du Syndicat National — cependant que la *R. P.* n'a pas encore publié le compte-rendu du congrès de Nice qui a bigrement remué les tripes des journalistes réactionnaires et des ministres d'Union Nationale, — cependant qu'elle n'a rien dit de l'exposé de Marthe Pichorel à qui son courage vaut des injures grossières et des menaces précises, — cependant qu'elle a à peine signalé l'impressionnant discours de Vivès autrement grave pour l'avenir de notre mouvement que les états d'âmes ou les préoccupations alimentaires de Monmousseau

Qui est à l'avant-garde ?

Bien sûr... j'approuve tout ce qu'écrit Jacquet sur la politique de l'U.R.S.S., et je suis comme lui pour le « pacifisme intégral », mais lorsqu'il dit que la Fédération unitaire s'est placée à l'avant-garde du mouvement ouvrier dans la question de la guerre, il oublie un peu le retentissement des discours et motions du Congrès du S.N. de 1933.

Je tiens à affirmer ici, avec une netteté digne de la coopérative intellectuelle que nous avons fondée en 1925 pour dire « tout ce que nous pensons à la classe ouvrière », sans ménagements d'aucune sorte — que certaines phrases de Jacquet sont pour moi absolument inacceptables.

Jacquet parle de « *l'esprit de la Fédération qui vivifiait le S.N. en l'influençant* ». C'est vrai, pour le passé lointain, mais faux pour le passé proche. Lors de l'abstention aux examens de 1931, lors de notre mouvement du 20 février 1933, lors de nos magnifiques rassemblements du 22 janvier 1934, lors de notre grève du 12 février 1934, le S.N. s'est déterminé de son propre mouvement, en ne subissant que des influences internes — et la Fédération n'a pu que le suivre en grognant.

Jacquet établit une différence entre la masse du S.N. et son élite dirigeante. Possible que la masse ne soit pas encore gagnée à nos convictions. Mais dans l'action elle nous suit avec de moins en moins d'hésitations. Les progrès du syndicalisme universitaire paraissent peut-être trop lents vus de la tour d'ivoire. Ils seraient nuls, si nous avions tenu compagnie à Jacquet dans son observatoire de philosophe, au lieu de nous mêler à cette masse, sans la mépriser préventivement.

Quant à l'élite dirigeante... parlons-en. Depuis des années, les congrès de la Fédération unitaire sont honorés par les discours des mêmes chefs de tendances. Au contraire, à chaque congrès du S.N. nous voyons s'affirmer des activités nouvelles et jeunes. Ce qui fait que là, tout est prévu d'avance, que les textes sont rédigés par les éternels théoriciens, et que les beaux tournois d'éloquence ne peuvent rien changer aux additions finales, cependant qu'ici, la démocratie syndicale s'exerce complètement, et que nul ne peut à l'ouverture du congrès, préciser dans quel sens elle s'affirmera, ni quelles sont les idées qu'elle portera à un public nombreux et curieux.

L'acceptation des postes de responsables

Mais Jacquet écrit, et c'est le plus douloureux pour nous, — qui, depuis des années, nous efforçons de rester dignes de la *R.P.* sans refuser aucune responsabilité dans le syndicat confédéré — : « *La fusion ne signifie pas du tout que nous allons nous intégrer au S.N. et déclarer que tout ira très bien désormais parce que l'on nous offrira des postes de responsables. Non, nous savons qu'on se fait une carrière dans le syndicalisme sage comme dans l'administration : la première, hélas ! précédant souvent de peu la seconde.* »

La première phrase ne peut pas être innocente. Elle vise avec une imprécision qui sera certainement exploitée par quelques rédacteurs de l'*Ecole Emancipée*, ceux de nos camarades — tels Baldacci et Cornec — qui ont été élus, par le libre jeu de la démocratie syndicale, membres du bureau du S.N. et qui ont exercé dans le sein de celui-ci une influence discrète sans doute (et c'était fort bien ainsi), mais efficace. La deuxième phrase est encore moins admissible, cependant que ce syndicalisme si « sage » subit seul les coups du gouvernement.

Des gens qui veulent faire carrière chez nous, afin de faciliter leur avancement administratif ? Il y en a eu, il y en a encore. Je les plains plus que je ne les méprise. En se consacrant à l'action syndicale, ils ne choisissent pas le moyen de réussite le plus paisible et le plus économique.

Que Jacquet sache cependant qu'il en est quelques-uns parmi nous qui pratiquent, avec une fierté moins bruyante le refus de parvenir. Quelque temps avant notre Congrès, j'ai eu l'occasion de passer en Vendée, dans le Loir-et-Cher, dans le Haut-Rhin, dans le Finistère. Partout, j'ai rencontré d'admirables militants confédérés. Et je ne veux pas insister sur l'équipe bretonne serrée autour des Cornec, de Allot, de Drapier, — dont on peut dire qu'elle a transformé tout un département. Eux ne sont pas venus au

S.N. sans hésitation, mais lorsqu'ils ont pris leur détermination, ils y sont entrés avec leur franche simplicité, sans cette morgue de philosophes révolutionnaires qui ne peuvent prononcer une parole, esquisser un geste sans prétendre bouleverser le monde.

« *Nos militants les plus représentatifs, les plus instruits, les plus profonds* — dit encore Jacquet — *resteront dans le rang. Ils seront à l'avant-garde modeste et utile de leurs groupes.* »

Merci... pour les autres, — qui, sans doute, ne sont ni représentatifs, ni instruits, ni profonds, car ils ont eu la faiblesse d'accepter des responsabilités dans la direction de leurs syndicats. Les autres ?... j'ai déjà cité l'équipe du Finistère, je pourrais citer celle de l'Indre (Thomas, Ballereau, Perrette Rouquet),... mais il faut se limiter ; au cours du Congrès du S.N., nombre de camarades sont venus me dire qu'ils étaient encore, il y a quelques années, des militants unitaires et qu'ils sont aujourd'hui... « responsables » confédérés.

Foin des craintes vaines

Certes, il est nombre de militants ouvriers confédérés et unitaires qui connaissent mal le S.N., qui ne peuvent apprécier ses efforts d'éducation et de propagande. Ils sont excusables et je comprends leur méfiance.

Jacquet n'a aucune excuse. A côté de lui, dans le Rhône, des syndicalistes confédérés, d'écoles différentes, mais unis par une passion et un désintéressement communs, mènent un effort antifasciste remarquable à tous points de vue. Jacquet le sait sans doute, mais il se garde bien d'en parler.

Ce qui est grave, c'est que tandis que le S.N. veut l'unité avec rage, la Fédération unitaire s'épuise en des discussions sans portée ou sans effet — et que les plus « unitaires » de ses membres ne veulent pas comprendre qu'ils trouveront au S.N. nombre de militants EXACTEMENT SEMBLABLES A EUX-MÊMES, et qu'ils n'ont pas à craindre de s' « *intégrer* » dans une organisation, seule capable actuellement de représenter le syndicalisme universitaire avec toutes ses insuffisances et toutes ses possibilités.

Avant tout, amnistie pour ceux d'Octobre !

La presse publie une nouvelle d'allure officieuse, selon laquelle Staline se proposerait de gracier, au prochain anniversaire de la révolution, un certain nombre de ses adversaires politiques. Et l'on cite déjà les noms de quelques social-démocrates éminents qui seraient compris dans les décrets de grâce.

Qu'on gracie les sociaux-démocrates, défenseurs du régime Kerensky, pour s'assurer l'appui de la IIe Internationale contre le Japon et contre l'Allemagne, nous n'y voyons nul inconvénient ; au contraire ! Mais le plus grand nombre des prisonniers et déportés politiques de Russie actuellement, n'est pas constitué par des sociaux-démocrates, mais par des révolutionnaires, *par les révolutionnaires qui ont participé à la révolution d'octobre, et en ont été, pour la plupart, tant qu'elle a été la Révolution, les plus fermes soutiens.*

Amnistie, d'abord et avant tout, pour tous ceux qui ont fait Octobre :

Amnistie pour les bolchevicks !

Amnistie pour les socialistes-révolutionnaires de gauche !

Amnistie pour les anarchistes !

La renaissance du syndicalisme

La R. P. organe des partisans sincères de l'unité syndicale

Le camarade Marcelot, des cheminots confédérés du P.L.M., nous écrit :

« Il faut recommander aux partisans sincères de la fusion de se grouper autour de la « Révolution Prolétarienne ».

» Elle deviendrait notre centre de ralliement et dans l'avenir, peut-être proche, elle pourrait nous être très utile afin de nous mettre d'accord pour défendre une position unique.

» Croyez-vous que ce n'est pas une excellente idée ? Surtout en considérant la nécessité de se connaître et l'absence totale de place dans notre presse corporative. »

Nous sommes tout à fait d'accord avec notre camarade Marcelot et nous rappelons aux partisans sincères de l'Unité syndicale que la **Révolution Prolétarienne** leur est toujours largement ouverte.

Réflexions d'un syndiqué

La Fédération du Livre contre l'unité

La Fédération Française des Travailleurs du Livre a toujours été l'organisation réformiste et corporatiste type. Avant-guerre, alors que la C.G.T. avait figure révolutionnaire, la Fédération du Livre a toujours été dans l'opposition. Elle n'a pas changé. On pourrait même dire que, du fait de la scission, débarrassée de ses éléments les plus agissants, elle s'est enfoncée un peu plus dans le réformisme et la collaboration des classes. C'est une fédération tranquille, qui veut vivre tranquille dans un monde tranquille. Et comme elle a la chance d'avoir non seulement conservé la plupart de ses effectifs lors de la scission, mais d'avoir aussi en partie bouché les trous par de nouvelles adhésions et vu revenir une partie de ceux qui l'avaient quittée, elle n'envisage pas du tout l'unité comme les autres fédérations. Elle sait que parmi ceux qui lui sont demeurés fidèles, beaucoup l'ont fait seulement pour ne pas perdre des avantages acquis en raison des fortes cotisations versées. Et ceux qui sont revenus, elle sait bien aussi que ce n'est pas parce qu'ils ont été converti à sa politique, mais uniquement parce qu'ils veulent se retrouver avec la masse des syndiqués et mettre fin à une impuissance dont seul le patronat tire profit.

Par ailleurs, beaucoup de ses sections — la

majorité — n'ont pas connu la scission et s'intéressent fort peu à ce qui se passe en dehors de leur corporation. Le problème de l'unité n'intéresse, par conséquent, qu'une minorité d'entre elles. Même quand elles participent aux congrès confédéraux et votent des résolutions, elles ne se considèrent nullement liées par elles. La seule organisation centrale, dont elles se sentent tenues de respecter les décisions, c'est leur fédération.

C'est ainsi que les fameuses résolutions de Japy et de la Mutualité, votées cependant par l'ensemble des syndicats du Livre, ont été totalement méconnues au dernier Congrès de la Fédération du Livre, tenu à Strasbourg le mois dernier.

La résolution du Congrès de la Mutualité disait que les unitaires réintégreraient la C.G.T. seraient traités sur un pied d'égalité avec leurs camarades confédérés. Or, l'égalité que leur accorde la Fédération du Livre, c'est l'égalité avec les non-syndiqués, l'égalité avec les anciens jaunes. Elle a l'air de croire même que c'est une grâce qu'elle accorde aux anciens unitaires en ne leur imposant pas de conditions plus draconiennes qu'aux nouveaux syndiqués.

Ainsi, dans cette Fédération où fonctionnent différents services de mutualité, les anciens unitaires n'y auront droit qu'après un nouveau stage. Pratiquement, tous les syndiqués d'avant la scission, tous ceux qui avaient, à l'époque, 10, 15 ou 20 ans de syndicat, ne pourront jamais jouir des indemnités d'invalidité ou de vieillesse instituées par la Fédération.

Condition plus insupportable : les anciens unitaires ne pourront faire acte de candidature au Comité fédéral avant un « noviciat » de cinq ans !

Et dire qu'il s'est trouvé une autre Fédération, celle de l'Habillement, pour reprendre à son compte la résolution sur l'unité du Congrès du Livre. Je veux croire que les militants de l'Habillement se sont laissés abuser par les termes sybillins de cette résolution et qu'ils n'ont pas l'intention d'imiter la Fédération du Livre dans une attitude aussi nettement hostile à tout esprit d'unité et contraire aux résolutions mêmes de la C.G.T.

Intransigeance à éclipses

On sait que parmi les conditions posées aux unitaires pour la réalisation de l'unité, la reconnaissance de l'indépendance syndicale à l'égard du Parti communiste tient la première place. J'ai dit dans l'un des derniers numéros ce que cette condition avait d'abusif et d'inopérant. D'autant que les champions de l'indépendance... contre l'unité ne sont pas aussi chatouilleux quand ils se trouvent en présence d'autres formations politiques.

Ainsi, au Congrès international des Mineurs :

C'est le député-maire de Lille qui souhaite la bienvenue aux congressistes.

C'est un député du Borinage qui présente le rapport moral de la Fédération internationale.

C'est un sénateur du Pas-de-Calais qui intervient au nom de la délégation française.

Et nos champions de l'indépendance ne songent pas à rappeler leurs théories !

Vous me direz que « charbonnier est maître chez lui » et que l'Internationale Minière est libre de placer à sa tête les hommes qu'elle veut et de collaborer avec qui lui plaît. D'accord !

Mais je voudrais seulement que ce que l'on permet aux uns, on ne l'interdise pas aux autres.

Cela ne nous empêchera pas de continuer à penser et à dire que c'est une erreur de mêler des parlementaires à des débats syndicaux, et que c'en est une autre d'introduire aux syndicats des préoccupations de parti. Mais, de grâce, ne nous refusons pas à nous unir avec des ouvriers qui ne pensent pas comme nous ! L'indépendance du syndicalisme doit justement permettre à toutes les tendances de se manifester librement au syndicat. Elle ne doit servir à en éliminer aucune, pourvu que toutes veuillent servir l'intérêt ouvrier et restent disciplinées dans l'action décidée.

La défaite de l'Escarpelle

Le prolétariat minier du Nord a subi aux charbonnages de l'Escarpelle une défaite écrasante. Une défaite douloureuse acceptée sans combat. Comment ! 71 ouvriers sont renvoyés de la mine, ils sont expulsés par le gouvernement, et pas le moindre petit geste n'est esquissé pour les défendre ! La Fédération unitaire, qui a fait, il n'y a pas très longtemps, une agitation intense pour empêcher l'expulsion d'un de ses militants, laisse ainsi frapper 71 ouvriers ! Et la Fédération confédérée, qui enregistre les sanctions gouvernementales et patronales comme quelque chose d'inévitable, ne trouve rien de plus urgent que de dénoncer les fautes des unitaires qui ont servi de prétexte au gouvernement !

Voilà bien un des plus graves méfaits de la scission ! Sans la scission, il n'y aurait pas eu à l'Escarpelle une grève décidée par une fraction seulement des ouvriers. Ou bien, elle aurait été décidée en commun, ou bien on y aurait renoncé. Sans la scission, on n'aurait pas pu dresser aussi facilement les ouvriers français contre leurs camarades polonais. Sans la scission, les sanctions contre 71 ouvriers auraient provoqué la protestation de tous les mineurs, protestation qui pouvait faire reculer gouvernement et compagnie.

Il faut en finir avec cette guerre civile entre travailleurs ! Employons notre énergie contre l'ennemi commun. Ce sera plus utile que de nous entredéchirer !

Si la guerre éclatait

Oui, si la guerre éclatait, que ferait la classe ouvrière ?

En 1914, ses organisations : C.G.T., parti socialiste, groupements anarchistes devaient s'opposer à la boucherie par tous les moyens, y compris la grève générale et l'insurrection. Il n'en a rien été. Non seulement aucun geste n'a été esquissé contre la tuerie, mais des syndicalistes, des socialistes, des anarchistes ont apporté leur concours à l'œuvre de mort. Il n'y avait pas alors de parti communiste, mais ceux qui sont aujourd'hui au parti communiste ont marché comme les autres dans l'Union Sacrée et la « guerre du Droit ».

Il paraît qu'il n'était pas possible d'empêcher la guerre. On pouvait au moins se taire et ne pas pousser à la roue. On a préféré faire chorus avec

la bourgeoisie de son pays et pousser les ouvriers au sacrifice.

Nous avons véhémentement dénoncé cette politique et ceux qui l'accomplissaient. Et maintenant, sommes-nous plus avancés ? Si la guerre éclatait demain, sommes-nous mieux armés pour l'empêcher ? En l'état actuel des choses, aucune illusion n'est permise. La direction de la C.G.T. fera comme en 1914, le parti socialiste aussi. Et le parti communiste, même au cas où on ne l'inviterait pas à défendre l'U.R.S.S. et, avec elle, la France, il réserverait sa combativité pour... la fin de la guerre. C'est-à-dire qu'à la mobilisation, il ferait exactement comme les autres : il engagerait ses partisans à rejoindre leur régiment et à se livrer pieds et poings liés au militarisme qui en disposera à son gré, les enverra où il voudra.

Il ne resterait, pour s'opposer à la guerre que ceux qui pensent sérieusement que les ouvriers n'ont pas de patrie, ceux que Zyromski appelle avec un superbe mépris, des « pacifistes intégraux imprégnés de cosmopolitisme anarchisant » !

Si l'on posait franchement la question aux ouvriers : « Que faire en cas de mobilisation ? », je suis persuadé que les « cosmopolites anarchisants » seraient encore la majorité dans la C.G.T., comme au sein des partis socialistes et communistes.

C'est une question d'importance qui mériterait tout de même d'être posée. Qu'en pensent les champions de la démocratie qui dirigent les organisations ouvrières ?

Au syndicat les... miettes du pouvoir

Le mot d'ordre « Au Syndicat, le pouvoir ! » n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants de la C.G.T. « Le syndicat au pouvoir, *écrit Belin,* ce serait le syndicat dans la politique, ce serait la charte d'Amiens aux orties ». *Lenoir a écrit quelque chose d'équivalent et Milan aussi.*

Je voudrais bien comprendre....

Si réclamer le pouvoir pour le prolétariat (la seule organisation purement prolétarienne est le syndicat) c'est faire de la politique, alors aider certaines fractions bourgeoises à le conserver et empêcher d'autres de le conquérir, c'est aussi faire de la politique. Alors, la C.G.T. fait de la politique quand elle défend la démocratie et combat le fascisme. Et quand elle lutte contre la guerre, ne fait-elle donc pas de politique ? Serait-ce seulement lorsqu'elle abattrait le régime qui provoque les guerres qu'elle ferait de la politique ?

La vérité, c'est que la politique qui donnerait le pouvoir au prolétariat ne convient pas aux dirigeants de la C.G.T. parce qu'ils ne croient pas la classe ouvrière capable d'exercer le pouvoir et ils le montrent quand ils disent comme Belin, que la formule de Proudhon qui a écrit que « l'atelier remplacerait un jour le gouvernement », *n'avait* « au moins pour le temps présent et pour notre pays » *aucune chance.*

Ils préfèrent se contenter des miettes du pouvoir que leur laisse la bourgeoisie dans ses organismes à elle, plutôt que de voir le prolétariat libéré, maître de son destin.

Mais quelle audace de vouloir s'abriter derrière la Charte d'Amiens qui donne justement pour objectif au syndicalisme : l'abolition du salariat, la suppression du patronat !

F. CHARBIT.

LA GRÈVE DE L'ESCARPELLE

Où est la vérité ?

Au moment où l'unité commence à se réaliser un peu partout, où la haine entre les ouvriers commence à disparaître, la malheureuse affaire de l'Escarpelle est venue donner un bon coup de main à tous ceux (et ils sont encore nombreux) qui dépensent toute leur activité à empêcher la réalisation de l'unité.

Car il y a dans cette affaire plusieurs points qui demandent à être éclaircis ! Les ouvriers doivent être renseignés d'une façon précise. J'ai lu les déclarations de Milleville, délégué unitaire du puits où s'est passé le mouvement, ainsi que les mises au point de Kléber Legay. Je suis obligé d'avouer que je ne suis pas plus avancé qu'auparavant.

Où est la vérité ?

Des ouvriers français, et particulièrement des gosses de 15 et 16 ans, ont-ils été retenus ou sont-ils restés volontairement au fond du puits ?

Des promesses ont-elles été faites par les autorités présentes et par Legay qu'aucune sanction ne serait prise ?

Voilà des points obscurs et qui seraient pourtant faciles à éclaircir si nous avions un mouvement syndical sérieux. Il y avait des témoins. Pourquoi, dans une affaire aussi grave, ne nommerait-on pas une commission d'enquête composée de syndiqués unitaires et confédérés, qui établirait les responsabilités, et prendrait des sanctions en conséquence ?

Cette manière de faire ne pourrait être que profitable au syndicalisme, elle serait une preuve de justice et de démocratie.

R. COCHINARD.

(Article refusé par l'U. D. de la Marne).

Une défense des syndicats uniques

Comme il nous l'avait promis, le camarade Cajat nous a fait tenir un exemplaire des statuts du « syndicat unique » des cheminots des ateliers de Paris P.-O. Par ailleurs, le camarade Favreau, de Tébessa, nous fait part qu'à Souk-Ahras et à Bône deux syndicats uniques de cheminots ont été constitués avec 200 et 800 adhérents. Puis, c'est le camarade Dumouly, qui nous prie de publier une défense des « syndicats uniques » qu'on lira plus loin.

Nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, publier en entier les statuts que nous a envoyés le camarade Cajat. Disons seulement qu'ils justifient pleinement notre méfiance et que, sans douter un seul instant du sincère désir d'unité de nos camarades, nous leur disons : Vous n'avez pas constitué un syndicat unique, ni une union de syndicats uniques (il y a une « union de syndicats uniques de cheminots »), vous avez constitué un troisième syndicat et une troisième union. Car votre syndicat et votre union ne groupent même pas tous les syndiqués unitaires et confédérés. Ce qui fait que si la C.G.T. continue à refuser le congrès de fusion, il est à craindre que vos syndicats refusent de se dissoudre et deviennent des organismes permanents, en même temps que subsisteront les syndicats affiliés aux deux C.G.T.

Ce danger est d'autant plus évident que vous avez eu soin d'écarter de la direction de vos syndicats les syndiqués unitaires et confédérés pour réserver ce privilège aux seuls inorganisés d'hier, ainsi que l'indique ce paragraphe de vos statuts : « Les membres des syndicats existants pourront faire partie du syndicat unique, y avoir droit de vote et occuper toutes fonctions utiles, SAUF CELLES DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DE TRÉSORIER GÉNÉRAL.

Il y a une autre justification à notre méfiance, c'est que, partout où des « syndicats uniques » sont constitués, la question du refus de payer les cotisations est posée.

Nous ne pouvons pas ne pas leur crier casse-cou, et leur indiquer qu'à défaut du Congrès de fusion — que les dirigeants confédérés, installés dans la scission, ne veulent pas accepter — il ne reste que la rentrée dans la C.G.T.

P. B.

Si l'unité syndicale n'est pas encore un fait accompli, c'est que les organismes centraux de la C.G.T. ou de la C.G.T.U., les unions ou fédérations qui leur sont rattachées, ont été incapables de la réaliser. Ils ont mis et continuent à mettre au travers de la route qui conduit à cet objectif commun tant désiré de l'ensemble du prolétariat des conditions inacceptables pour chacun.

Les travailleurs disent avec juste raison que, tout comme jadis d'autres ont été incapables de mettre fin à la guerre, leurs dirigeants actuels sont incapables aujourd'hui de réaliser l'Union syndicale, et ont, de ce fait, perdu entièrement la confiance de la grosse majorité des travailleurs. Ils doivent donc disparaître : l'Unité se fera sans eux et au-dessus d'eux.

L'application des décrets-lois du gouvernement dit d'Union nationale, réduisant leurs salaires, le pillage de leurs caisses de retraite, les brimades multiples et répétées, les mises à la retraite anticipées et d'office, la non réintégration totale des camarades révoqués des grèves de 1920, ont fait sentir à tous les cheminots le besoin et la nécessité de l'union organique syndicale totale et rapide.

C'est pourquoi partout où nos camarades de la base se sont réunis en commun, il leur a été facile de s'entendre et de passer outre aux directives sectaires des têtes des Unions et Fédérations. Ils ont agi ; ils ont fait l'unité et mettent au défi les pontifes syndicaux de venir détruire leurs réalisations.

Quelle est cette forme d'unité? La voici : les camarades syndiqués unitaires ou confédérés ayant constaté leur impuissance réciproque à grouper leurs camarades de travail, soit à la C.G.T., soit à la C.G.T.U., en ont aisément trouvé les raisons, d'une part, dans le manque de confiance qu'inspirent des militants de premier plan, qu'ils qualifient de fonctionnaires syndicaux inamovibles, et d'autre part, dans la tutelle des partis politiques sur le mouvement syndical. En conséquence, ils ont, en créant les *Syndicats Uniques* à caractère nettement provisoire (c'est statutaire dans tous les cas de constitution acquis à ce jour), décidé de faire l'unité à la base.

Ils n'ont point voulu tomber dans l'autonomie puisqu'ils disent tous : Réalisez l'Unité demain et vous disposerez immédiatement de l'ensemble de nos cotisations. Mais, ajoutent-ils, si vous voulez continuer à vous bouffer le nez, vous n'aurez plus un sou de nous pour cette *sale besogne* ; au contraire, vous serez par nous combattus sans merci, comme nos adversaires les plus dangereux.

Les syndicats uniques sont contre toutes ces conditions absurdes de soumission d'une C.G.T. à l'autre, car de ces chinoiseries, il y a quelqu'un qui est victime : c'est le prolétariat ; il y a aussi quelqu'un de vainqueur, c'est le patronat. Est-ce cela que l'on entend faire durer ?

C'est pour cela aussi que les syndicats uniques ont du créer une carte et des timbres spéciaux, qu'ils ont entrepris une propagande incessante et active et c'est aussi pourquoi, parce qu'ils répondent au désir de la masse laborieuse, celle qui ne se nourrit pas de boniments et de chansons, que les adhésions sont venues à eux immédiatement, bien au delà de leurs espérances.

Mais c'est aussi pourquoi ils entendent affirmer que désormais, l'Unité syndicale — qu'on se le dise bien — *ne pourra plus se faire sans eux*. Il faudra que les *syndicats uniques* soient aussi de la fête pour le congrès de fusion, car eux seuls, mieux que quiconque, auront, ce jour-là, *bien mérité de la classe ouvrière.*

Elie DUMOULY,
Secrétaire adjoint du Syndicat Unique des cheminots de Vitry.

FAITS ET DOCUMENTS

Après la grève générale de San Francisco

Au *Labor Action*, organe du Parti Ouvrier d'Amérique, nous empruntons la correspondance suivante de San Francisco :

Bien que la vague d'hystérie et de terrorisme anti-rouge se poursuit et que la grève générale ait échoué, ce qui a été salué par les chefs du patronat comme la fin du syndicalisme militant sur la côte du Pacifique, le mouvement ouvrier est définitivement en marche à San Francisco. Il y a trois semaines, l'avenir du mouvement ouvrier de San Francisco paraissait tout à fait sombre. Aujourd'hui il est manifeste qu'en ce qui concerne la classe ouvrière elle-même, il n'y a pas eu « défaite ».

Bien que n'ayant pas apporté de résultats concrets en ce qui concerne les buts poursuivis, le mouvement de grève générale a injecté une nouvelle vie au mouvement ouvrier de San Francisco. L'un après l'autre, tous les syndicats annoncent l'augmentation rapide du nombre de leurs membres et la conclusion de contrats collectifs avec des entreprises connues pour leur haine des syndicats, et dont certaines avaient résisté à toutes les attaques depuis des années. Cela se produit particulièrement chez les syndicats les plus agressifs, qui comprirent rapidement que bien que la grève générale avait échoué dans son objectif immédiat : assurer la victoire des syndicats de marins et de dockers, elle n'en était pas moins un magnifique succès par la démonstration qu'elle fit de la capacité de puissance des militants ouvriers du rang et de leur volonté de solidarité.

...Cette grève générale fut bien authentiquement un geste de sympathie instinctive et de révolte de la part des ouvriers de la base. Elle fut probablement regardée d'un mauvais œil par les leaders, elle fut assez mal organisée et, dans un certain sens, elle se présenta comme faisant le jeu des industriels qui cherchaient depuis longtemps à jouer du « péril rouge ». Mais contrairement à ce que l'on pouvait craindre au lendemain de la fin de la grève, elle ne servit pas aux industriels comme ceux-ci l'avaient espéré. Elle ne leur a pas fourni l'occasion d'écraser le mouvement ouvrier.

Les dockers et les marins attendent actuellement les résultats de l'arbitrage, mais ils sont retournés au travail *en groupe*, bien organisés et solidement unis ; selon les derniers renseignements, l'arbitrage leur apportera sans aucun doute des résultats. Le scandale des subsides à la marine et l'enquête qui a lieu à ce sujet sur la plupart des grandes entreprises maritimes de la côte Pacifique, surviennent juste au bon moment.

...Les meetings en plein air tentés par les communistes, les I.W.W. et les socialistes sont dissous, bien que cependant les socialistes aient réussi une grande manifestation en plein air à Berkeley. Tous les bureaux communistes restent fermés.

La première protestation n'émanant pas de révolutionnaires, contre le terrorisme de la police et des « vigilants » a été faite par un groupe de treize personnes qu'on pourrait appeler des « libéraux conservateurs ». Leur situation sociale fit que leur protestation fut largement répandue par les grands quotidiens. La *ligue pour les libertés civiles* est en train d'organiser un comité spécial de personnalités libérales pour patronner un grand meeting de protestation la semaine prochaine, et enfin un *Comité de Défense d'urgence* a été constitué sous des auspices plus révolutionnaires. La contre-offensive se prépare.

ENTRE NOUS

Pour la rentrée

Voici que les vacances tirent à leur fin. Beaucoup de nos camarades seront rentrés ou se prépareront à le faire quand leur parviendra ce numéro. Finis le repos et les grandes balades à l'air pur !

Pour nous, finie la période creuse des mois d'été. Précisément, nous étions en train de déplorer que nos deux précédents « Entre Nous » n'aient pas suscité plus de commentaires. Rares sont les amis qui leur ont fait écho. N'aurions-nous pas été lus ? Nous n'avons pas voulu le croire. De toute évidence, le moment ne se prêtait pas à une grande activité. Chaque année, en juillet-août, nous connaissons ce ralentissement du courrier, nous avons de ces journées avec seulement une lettre ou deux, des semaines sans un chèque postal. Il n'y a pas de quoi se frapper.

Maintenant, n'est-ce pas ? camarades, le courant va reprendre ; rentrés avec une belle provision de forces, vous allez sauter sur votre porte-plume pour nous confier vos réflexions de vacances à propos de la R. P., pour nous adresser les critiques que vous avez mûries au soleil, pour nous dire nos projets.

En attendant, puisqu'il est question de projets, en voici deux que nous avons faits.

Changement de local

C'est décidé, nous allons quitter notre pièce, notre piécette, notre mouchoir de poche du 5e de la rue du Château-d'Eau. Le congé est donné, et nous déménagerons à la fin de ce mois.

Pour aller où ? Nous ne le savons pas encore. Si des lecteurs parisiens venaient à connaître deux pièces, très simples, au 1er ou au 2e, dans les alentours de la place de la République, ils nous rendraient service en nous les signalant. Ce n'est pas le choix qui manque, c'est vrai, mais notre bourse est plate, et il nous faut quelque chose dans les prix doux (environ 2.500).

Nous quittons le 5e (que nous avions été heureux de trouver, même au 5e et à ce prix, en 1929, lors de notre expulsion du quai Jemmapes) pour deux raisons. Nous y sommes décidément trop à l'étroit, et c'est trop haut. Figurez-vous que nos cinq étages effraient de nombreux amis de la capitale et qu'à cause d'eux, ils renoncent souvent à venir nous voir aux heures de permanence. Allons ! d'ici un mois, ils pourront nous rendre visite sans s'essouffler, et, nous, nous aurons plus de place pour nous remuer avec nos collections, nos paperasses et nos bouquins.

Un lancement

Nous avons ruminé une autre idée.

Nous voudrions, en Octobre, procéder à un lancement : envoyer un numéro de la R. P. à toutes les adresses de militants que nous accumulons depuis des mois et des années ; joindre à ce numéro une copieuse liste de bons livres où les futurs abonnés pourraient choisir, à titre de primes, des ouvrages remboursant le montant de l'abonnement.

Une bonne liste, de bonnes adresses, un numéro particulièrement soigné, n'y a-t-il pas là quelque chose qui puisse nous amener, d'un seul coup, quelques centaines d'abonnés nouveaux ?

Nous n'avons pas encore chiffré la dépense que nécessite ce beau projet. Nous allons le faire et soumettre nos chiffres au « Noyau », qui décidera. D'ici là, amis, remarquez donc comme notre souscription est anémique... Votre obole, pour nous aider à couvrir tant nos dépenses de déménagement que celles de lancement, sera plus qu'en tout autre moment la bienvenue.

Votre obole... ou, de préférence, l'abonné nouveau que vous pourriez faire à côté de vous et que, par négligence, vous ne faites pas...

CE QUE L'ON DIT DE LA R. P.

D'un abonné parisien : « Tout en approuvant complètement vos notes sur l'U.R.S.S., ne serait-il pas bon, afin de ne pas nuire à l'unification des forces prolétariennes, d'en atténuer le ton ? »

Du même : « Modeste militant, je suis avec sympathie votre lutte ; dans la région parisienne, il y en a d'autres comme moi. Ne pourriez-vous faire une réunion générale de tous ces camarades ? Voici deux abonnés possibles.... »

De Mader, instituteur à Beauvais : « Je continue à aimer la *R.P.* pour sa sincérité et parce qu'elle me semble heureusement dépourvue de cet odieux et ridicule esprit de boutique qui empoisonne tant de copains. Combien je préfère l'air du large ! »

De Blain, instituteur à Dardilly : « Je ferai tout mon possible pour déterminer à s'abonner à la *R. P.* un certain nombre de camarades du Rhône. La *R. P.* doit être un facteur de redressement de la C.G.T. et de la fusion ».

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX DU MOIS

Nous avons reçu en août 27 abonnements nouveaux, dont 13 de 3 mois, 6 de 6 mois et 8 *d'un an.*

En voici le détail par départements : Paris 4, Seine 1, Alpes-Maritimes 1, Basses-Alpes 1, Ardèche 2, Bouches-du-Rhône 2, Charente 1, Côtes-du-Nord 1, Dordogne 1, Doubs 1, Gard 1, Ille-et-Vilaine 1, Jura 2, Loire 1, Loire-Inférieure 1, Marne 1, Puy-de-Dôme 1, Rhône 3, Vendée 1.

Douze de ces nouveaux abonnements ont été recueillis dans les congrès d'instituteurs, 3 à Montpellier par notre ami Barrué, 9 à Nice par notre ami Giauffret.

Les autres sont des « possibles » s'abonnant spontanément ou après réception de notre circulaire : remarquons le nouveau progrès du Rhône avec 3 nouveaux.

Comme nous avons enregistré 9 désabonnements dans le mois, la progression nette en Août a été de 18 abonnés. Mais un certain nombre de quittances des abonnements échus en juillet nous ont fait retour. Nous invitons les camarades touchés par ces quittances (le facteur leur a laissé un avis) à se mettre en règle avec notre caisse le plus tôt possible. Chaque quittance impayée nous a fait débourser 3 francs, sans parler du travail. En renouvelant, pensez-y, et, la prochaine fois, ne recommencez pas ! Renouvelez dès réception de notre circulaire.

Pour vivre, la Révolution Prolétarienne *a besoin de la plus grande régularité administrative. Renouvelez ! Renouvelez sans tarder ! Ne vous laissez pas mettre en retard.*

RECETTES DE LA QUINZAINE

Du 15 au 31 août, nous avons reçu :

Souscription : Reliquat de l'apéritif amical à Nice à l'occasion du Congrès du Syndicat National des instituteurs, versé par Giauffret : 30 fr. ; Barutaud (Seine) 2 fr. Total : 32 francs.

Abonnements de soutien : Girard (Loire) 70 fr. ; Roger Hagnauer (Seine) 50 fr. ; Thévenon (Loire) 40 fr. ; Busseuil (Paris) 50 fr. ; Louzon : solde 1933, 255 fr. 70 ; solde 1934, 942 fr. — Total : 1.407 fr. 70.

Merci à tous !

Pour aller de l'avant !

Faites-nous des abonnés !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —